



Assemblée générale

Distr. générale
16 octobre 2008
Français
Original : anglais

Soixante-troisième session

Points 118 et 132 de l'ordre du jour

Budget-programme de l'exercice biennal 2008-2009

Aspects administratifs et budgétaires du financement
des opérations de maintien de la paix des Nations Unies

Technologies de l'information et des communications

Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

I. Introduction

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné les rapports suivants :

a) Investir dans l'informatique et la télématique : stratégie informatique et télématique du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies (A/62/793 et Corr.1 et Add.1, sous forme préliminaire);

b) Technologies de l'information et des communications : mise en place au Secrétariat de systèmes informatiques et télématiques intégrés à l'échelle mondiale (A/62/510/Rev.1);

c) Sécurité et continuité des opérations informatiques et télématiques et reprise après sinistre (A/62/477).

2. Pendant l'examen des rapports, le Comité consultatif s'est entretenu avec la Secrétaire générale adjointe à la gestion, le Secrétaire général adjoint à l'appui aux missions et le Directeur général de l'informatique ainsi qu'avec d'autres représentants du Secrétaire général, qui lui ont donné un complément d'information et des précisions.

3. Les rapports du Secrétaire général parus sous les cotes A/62/793 et Corr.1 et Add.1 et A/62/510/Rev.1 ont été soumis en application de la section II de la résolution 60/283, dans laquelle l'Assemblée générale a décidé de créer le poste de directeur général de l'informatique au rang de sous-secrétaire général au Cabinet du Secrétaire général et de remplacer le Système intégré de gestion (SIG) par un progiciel de gestion intégré de la prochaine génération. Le rapport sur la stratégie



informatique et télématique (A/62/793 et Corr.1) jette les bases d'une démarche globale et d'un cadre de gestion pour les programmes et l'infrastructure du Secrétariat des trois à cinq années à venir. L'additif à ce rapport (A/62/793/Add.1) a été soumis comme suite à une demande par laquelle le Comité consultatif a demandé des précisions, à l'issue de l'examen du rapport principal en juin 2008, concernant l'organisation hiérarchique, les mécanismes de responsabilisation, la répartition des tâches et les incidences sur les ressources découlant des modifications qu'il était proposé d'apporter. Le rapport du Secrétaire général sur les systèmes intégrés (A/62/510/Rev.1) actualise le document A/62/510 en y apportant des précisions sur les estimations concernant les ressources nécessaires pour le progiciel de gestion intégré jusqu'à la fin du projet fixée en principe en 2012. Le rapport sur la sécurité et la continuité des opérations informatiques et télématiques et la reprise après sinistre (A/62/477) fait suite à la demande faite par l'Assemblée générale à la section XV de sa résolution 60/266 et à la section XI de sa résolution 59/276.

4. Pendant la partie principale de la soixante-deuxième session de l'Assemblée générale, le Comité consultatif a examiné une série de rapports du Secrétaire général consacrés aux systèmes intégrés (A/62/510), à la sécurité, à la continuité des opérations et à la reprise après sinistre (A/62/477) et aux progrès accomplis dans l'élaboration d'un cadre de gouvernance informatique et télématique (A/62/502), et a établi un rapport sur la question (A/62/7/Add.31), qui n'a pas encore été examiné par l'Assemblée. Certaines des recommandations et observations formulées par le Comité sont devenues caduques, en particulier celles relatives aux ressources demandées pour l'exercice biennal 2008-2009, du fait que le Secrétaire général a affiné ses propositions concernant la stratégie et la structure du Bureau des technologies de l'information et des communications et révisé les propositions relatives aux systèmes intégrés, y compris le progiciel de gestion intégré. Comme indiqué dans son rapport précédent (A/62/7/Add.31, par. 33), le Comité s'est penché à nouveau sur les propositions concernant la continuité des opérations et la reprise après sinistre lors de l'examen du document A/62/477. Il note que les questions très diverses abordées dans les différents rapports sont interdépendantes et complémentaires.

II. Stratégie informatique et télématique du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies

A. Stratégie informatique et télématique

Contexte général

5. Le Comité consultatif a souligné à plusieurs reprises que l'Organisation aurait tout intérêt à se doter d'une structure de direction plus rationnelle, qui permettrait de gérer de façon plus centralisée les initiatives et opérations informatiques dans l'ensemble du Secrétariat. Les arrangements existants ne sont pas propices à une stratégie cohérente et compliquent le recensement des systèmes et services informatiques, l'élaboration et l'application de méthodes normalisées et la mise en service de systèmes institutionnels. Il en découle une prolifération de systèmes incompatibles et faisant double emploi.

6. En réponse à la résolution 56/239 de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a proposé une stratégie assortie d'un cadre stratégique et d'un plan d'action pendant l'exercice biennal 2002-2003 afin d'orienter les activités informatiques de l'Organisation (A/57/620). L'Assemblée a pris note des propositions dans sa résolution 57/304. Malheureusement, le plan d'action n'a pas donné les résultats escomptés. Constatant que les systèmes et bases de données du Secrétariat avaient été mis au point au coup par coup faute de gouvernance et d'une direction ferme, le Comité consultatif, dans son premier rapport sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2004-2005 (A/58/7, par. 126), a recommandé la création d'un poste de haut niveau de responsable de l'informatique à l'ONU, dont le titulaire serait chargé de superviser l'infrastructure de l'Organisation, les plans stratégiques de développement et l'ensemble des politiques et procédures opérationnelles relatives aux technologies de l'information et des communications (TIC), de manière à orienter et coordonner la mise au point de la prochaine génération de systèmes à grande échelle.

7. Dans son rapport intitulé « Investir dans l'Organisation des Nations Unies pour lui donner les moyens de sa vocation mondiale », le Secrétaire général a estimé que des dysfonctionnements caractérisaient à bien des égards le dispositif informatique et télématique de l'Organisation et a noté que les départements et bureaux extérieurs s'étaient dotés de leurs propres services informatiques, mais que rien n'était en place pour en coordonner efficacement les activités, ce qui entraînait notamment des cloisonnements entre les systèmes et le maintien de systèmes dépassés et empêchait d'exploiter à fond les possibilités offertes par les TIC pour faciliter et épauler les réformes de la gestion (A/60/692 et Corr.1, par. 47 à 52). Il a donc proposé de créer un poste de directeur général de l'informatique au Cabinet du Secrétaire général et de remplacer le SIG par un progiciel de gestion intégré de la prochaine génération, proposition qui a été approuvée par l'Assemblée générale dans sa résolution 60/283. Le Comité consultatif note que le Directeur général de l'informatique a été nommé en août 2007. S'étant renseigné, il a été informé que le Directeur général faisait rapport directement à la Vice-Secrétaire générale, qui préside aussi le Comité exécutif des technologies de l'information et des communications.

8. De l'avis du Comité consultatif, il faut de toute évidence renforcer et centraliser la direction et la gestion des activités informatiques de l'Organisation, utiliser plus efficacement les moyens informatiques, moderniser les systèmes et améliorer les services mis à la disposition des fonctionnaires. Le système de gestion centralisée de l'information de l'Organisation (SIG) est dépassé et ne correspond plus aux besoins : bon nombre de tâches ne sont pas informatisées¹; les besoins fonctionnels des opérations humanitaires et de maintien de la paix ne sont pas pris en compte; il est impossible de combiner les données stockées dans différentes bases de données pour y trouver des éléments utiles à la bonne gestion de l'Organisation. De surcroît, on ne dispose pas de renseignements complets sur le véritable coût des TIC. Ces lacunes fonctionnelles entraînent des chevauchements d'activités, une baisse de la productivité et des gaspillages. Dans le rapport susmentionné, le Secrétaire général a également souligné que la plupart des réformes de la gestion proposées dans le cadre de la série de rapports intitulés « Investir dans l'Organisation des Nations Unies » ne pouvaient pas se concrétiser

¹ Voir, par exemple, les observations du Comité des commissaires aux comptes sur la gestion des contributions (A/63/5 (vol. I), chap. II, par. 33 à 51).

sans des systèmes et un appui informatiques adaptés (A/60/692, par. 52). Le Comité note également que l'enquête menée à l'échelle de l'Organisation en janvier 2008 (A/62/793, par. 8 et 9) afin d'évaluer le degré de satisfaction des fonctionnaires dans 12 domaines clefs a donné des résultats mitigés, notamment au regard de la formation, de l'accès à distance aux applications et de la facilité d'accès à l'information sur les sites Web et dans les banques documentaires de l'Organisation. Le Comité consultatif constate que, d'après l'annexe IV du rapport du Secrétaire général sur la stratégie informatique et télématique (A/62/793), ce sont quelque 3 800 personnes qui exercent des fonctions liées à l'informatique dans l'ensemble du Secrétariat. Étant donné l'importance des moyens consacrés aux TIC, il est indispensable de veiller à ce qu'elles soient gérées et utilisées efficacement et rationnellement.

9. S'étant renseigné, le Comité consultatif a obtenu un complément d'information qui corrobore l'importance d'une direction et d'une gestion centralisées des activités informatiques. À l'inverse de certaines autres activités transversales, comme la gestion financière ou la gestion des ressources humaines, les activités liées aux TIC passent par la mise au point et l'exploitation de nombreux dispositifs et éléments complexes et de grande taille, tels que des applications (par exemple, le progiciel de gestion intégré), des centres de traitement informatique et des installations de communication. L'intégration des différents éléments doit être bien conçue afin de faciliter les économies d'échelle, d'éviter les chevauchements d'activités et de réduire les frais de conception et de fonctionnement. Le Comité a également appris qu'une structure de direction centralisée faciliterait la planification et la coordination des activités informatiques et télématiques et permettrait de recourir davantage à des applications et à une infrastructure partagées, ce qui entraînerait des gains d'efficacité et des économies notables.

10. À cet égard, le Comité consultatif appelle l'attention sur l'observation du Comité des commissaires aux comptes concernant les lacunes de la documentation consacrée aux systèmes d'information et l'absence d'un répertoire global des données, situation qui s'explique par le développement décentralisé des applications. Le Comité des commissaires aux comptes a recommandé que l'Organisation comble ces lacunes dans le cadre de la réforme engagée et décrive de façon détaillée l'architecture complète des systèmes qu'elle utilise (A/63/5 (vol. I), chap. II, par. 311 à 316). Le Comité consultatif estime que le Secrétaire général devrait être prié de donner suite aux recommandations du Comité des commissaires aux comptes dans les meilleurs délais.

Observations générales

11. Le Comité consultatif salue les efforts qui ont été faits pour présenter un rapport d'ensemble sur une question aussi complexe. On y trouve des orientations générales sur la gestion de l'information par le Secrétariat, un ensemble intégré de stratégies de gouvernance et de gestion des opérations internes de l'Organisation et du partage des connaissances et une description de l'infrastructure. L'approche retenue consiste à tirer parti de la structure existante et maintient un équilibre entre centralisation et décentralisation des fonctions informatiques. Le Comité estime que cela est indispensable si l'on veut éviter d'adopter des solutions au coup par coup, de se fourvoyer et de gaspiller des ressources et si l'on veut répondre aux besoins croissants d'une Organisation de plus en plus tributaire de son infrastructure.

Principaux éléments de la proposition du Secrétaire général

12. Le Comité consultatif note que le Secrétaire général entend définir les orientations à suivre par l'Organisation dans le domaine des TIC dans les trois à cinq ans à venir (A/62/793 et Corr.1 et Add.1). Il a été informé que le Directeur général de l'informatique avait tenu des consultations approfondies au Siège, avec les bureaux extérieurs, les missions de maintien de la paix, d'autres entités des Nations Unies et les missions permanentes afin de formuler des propositions. Le Secrétaire général a expliqué que la stratégie informatique et télématique englobait cinq domaines transversaux prioritaires : a) la structure de gestion des moyens informatiques et télématiques; b) l'exécution des programmes stratégiques; c) la prestation de services et la gestion des performances; d) l'architecture et les normes globales; et e) le contrôle financier et la communication de l'information financière (A/62/793, par. 15 à 19).

13. La stratégie s'articule comme suit :

a) Trois programmes stratégiques qui se renforcent mutuellement et sont essentiels au fonctionnement de l'Organisation :

- La gestion des ressources : cela a trait aux ressources financières, humaines et autres;
- La gestion des connaissances : cela concerne principalement les départements organiques;
- La gestion de l'infrastructure : cela s'applique aux centres de traitement informatique, aux communications et aux services d'assistance technique. Les buts, objectifs et activités principales des programmes sont définis dans les tableaux 1 à 3 du rapport (A/62/793). Le Comité consultatif a été informé qu'un certain nombre de projets stratégiques seront programmés et exécutés dans les cinq ans à venir dans le cadre de ces trois programmes. Par exemple, le projet de progiciel de gestion intégré est exécuté dans le cadre du programme de gestion des ressources et les ressources qui y seront allouées seront rattachées aux services de gestion des ressources (voir A/62/793, fig. 4). Les activités énumérées dans les tableaux 1 à 3 du rapport font partie de la stratégie informatique et télématique et constituent un vivier d'idées à examiner et à partir desquelles lancer des projets, selon les priorités retenues par les comités de pilotage des programmes [voir A/62/510/Rev.1 et A/62/793, par. 27 b)];

b) Une structure centralisée chargée de la prise de décisions et du contrôle des investissements et des projets et dotée d'un cadre de gestion, qui se composerait comme suit :

- Un Comité exécutif de haut niveau chargé de prendre les décisions relatives aux investissements et aux priorités, qui serait présidé par la Vice-Secrétaire générale et composé d'un petit nombre de hauts responsables ayant rang de secrétaire général adjoint, et représentant des services organiques et des services d'appui [A/62/793, par. 27 a)];
- Des comités de pilotage chargés de prendre des décisions et de superviser chacun des trois programmes [ibid., par. 27 b)];

- Des groupes consultatifs qui représenteraient les départements clients et qui feraient connaître leurs besoins et priorités (ibid., par. 28);
- Un Directeur général de l'informatique chargé de l'orientation générale et des résultats donnés par les activités informatiques et télématiques dans l'Organisation (ibid., par. 29 à 32);
- Un Bureau des technologies de l'information et des communications centralisé et indépendant chargé de la mise en œuvre des activités informatiques et télématiques intéressant l'ensemble de l'Organisation; le Bureau serait chapeauté par le Directeur général de l'informatique et ferait rapport au Cabinet du Secrétaire général par l'intermédiaire de la Vice-Secrétaire générale. Il engloberait l'actuelle Division de l'informatique, qui relève du Département de la gestion, et fédérerait les fonctions stratégiques ou centrales dont s'acquittent actuellement les différents services informatiques du Secrétariat (ibid. par. 33 à 35);
- Des services informatiques décentralisés qui seraient chargés de systèmes et des services propres aux différents départements et bureaux hors Siège, compte tenu des normes institutionnelles définies par le Directeur général, et qui apporteraient des solutions aux problèmes locaux et opérationnels (ibid., par. 43 à 46);

c) La définition de la structure et des attributions du Bureau des technologies de l'information et des communications (voir A/62/793/Add.1) ainsi que du plan de mise en œuvre de la stratégie informatique et télématique en deux phases dans les trois à cinq ans à venir (ibid. par. 81).

14. Pendant la première phase de mise en œuvre de la stratégie, le Bureau des technologies de l'information et des communications procèdera, entre autres, à un examen structurel des services informatiques du Secrétariat; il s'attachera à rationaliser et à harmoniser les activités et les modalités d'organisation et à définir la coordination et les relations hiérarchiques avec les autres services informatiques. **Le Comité consultatif estime qu'il faut procéder sans tarder à un recensement complet des capacités informatiques dans l'ensemble du Secrétariat. Le recensement devrait porter non seulement sur le personnel chargé spécifiquement de fonctions dans le domaine des TIC mais aussi sur le personnel exerçant ce type de fonctions à temps partiel. Le Comité escompte que les gains d'efficience qui en résulteront seront portés à l'attention de l'Assemblée générale dans le contexte du projet de budget-programme de l'exercice biennal 2010-2011.**

15. Comme suite à sa demande, le Comité a obtenu communication du nombre de fonctionnaires exerçant des fonctions dans le domaine des TIC, ventilé par catégories et classes et par départements et bureaux (voir annexe I).

Observations et commentaires

16. Le plan du Secrétaire général concernant la gestion des activités dans le domaine des TIC consiste à centraliser et à renforcer les fonctions de direction en vue de définir et de mettre en œuvre des normes et activités communes à l'ensemble de l'Organisation tout en conservant des solutions décentralisées pour répondre aux besoins propres à chaque département et bureau sur le plan des programmes et des opérations. Le Comité consultatif estime comme le Secrétaire général que seules les

fonctions stratégiques ou intéressant l'ensemble de l'Organisation devraient être centralisées et constate qu'il y a trois pôles thématiques : a) la gestion des ressources, qui est axée sur les unités administratives; b) la gestion des connaissances, qui porte sur les groupes organiques; et c) la gestion de l'infrastructure, qui concerne les spécialistes des TIC. **De façon générale, le Comité consultatif est d'accord avec la démarche du Secrétaire général.**

17. Comme expliqué plus haut, le mode d'organisation qui est proposé comprend six éléments majeurs : a) le comité exécutif des technologies de l'information et des communications; b) les comités de pilotage des programmes; c) les organes consultatifs; d) le Directeur général de l'informatique; e) le Bureau des technologies de l'information et des communications; et f) les autres services informatiques. **Le Comité est conscient que les TIC font partie intégrante du travail des fonctionnaires; elles ne peuvent plus être réduites à leurs seuls aspects techniques et constituent bel et bien un outil indispensable à l'exécution des différentes tâches. Il est donc indispensable que les mécanismes de gouvernance des TIC s'assurent le concours du personnel et de la direction des différents départements et lieux d'affectation qui sont tributaires des systèmes et services informatiques et télématiques de l'Organisation.** Dans la proposition formulée par le Secrétaire général, les décisions relatives aux investissements et aux priorités reviendraient au Comité exécutif des technologies de l'information et des communications, lequel se compose du Directeur général de l'informatique et de hauts fonctionnaires, et non pas seulement à des spécialistes des TIC. De même, les utilisateurs des systèmes et services pourraient faire connaître leurs besoins et veiller à ce qu'ils soient pris en considération par l'intermédiaire de mécanismes tels que les comités de pilotage des programmes et les groupes consultatifs. Les spécialistes des TIC du Bureau des technologies de l'information et des communications et des services informatiques relevant des départements et bureaux hors Siège seraient chargés de la mise en service des systèmes et de la fourniture des services.

18. **Le Comité consultatif constate que le mécanisme de gouvernance des TIC envisagé au Secrétariat vise à renforcer et à centraliser la direction des activités informatiques et à obtenir le concours des différentes parties prenantes. De l'avis du Comité, une structure trop peu maniable ou trop bureaucratique risque d'entraver la prise de décisions et de diluer les responsabilités. Il souligne que le Secrétaire général devrait garder à l'étude la question de la structure de gouvernance des TIC et proposer tout aménagement qui s'avérerait nécessaire pour la simplifier et en faire un instrument de décision et de gestion plus efficace sur le plan opérationnel.**

19. Le Comité consultatif estime que les propositions relatives au cadre de gestion des TIC sont du ressort du Secrétaire général en sa qualité de chef de l'Administration et qu'il lui appartient de constituer les équipes comme il l'entend. **Il convient de tenir l'Assemblée générale informée des changements apportés au cadre de gestion lors de l'examen du projet de budget-programme.**

20. **Le Comité consultatif estime que l'intégration des fonctions informatiques et télématiques centrales dans l'ensemble du Secrétariat est indispensable si l'Organisation veut parvenir à plus de cohérence et de coordination, objectifs clefs qu'elle n'est pas encore parvenue à atteindre. Tout échec entraînerait une augmentation des coûts et des retards dans la réalisation des principaux**

objectifs de la réforme de la gestion, en particulier la mise en œuvre des Normes comptables internationales pour le secteur public (normes IPSAS) (voir par. 54).

21. À cet égard, le Comité consultatif souligne que la mise sur pied d'une structure de gouvernance et la création du Bureau des technologies de l'information et des communications ne suffiront pas à atteindre ces buts. Il faut aussi que le Bureau supervise véritablement les orientations stratégiques d'ensemble de l'Organisation tout entière dans le domaine des TIC, planifie et coordonne les activités du Secrétariat en la matière et fournisse des systèmes intégrés et des infrastructures. À cette fin, il convient de donner suite aux mesures énumérées au paragraphe 35 du rapport (A/62/793) en vue de renforcer la cohérence et la coordination. Cela passe par l'adoption de nouvelles procédures et méthodes de travail, en concertation avec le Département de l'appui aux missions, le Bureau de la gestion des ressources humaines, le Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité et le Bureau des services centraux d'appui. De l'avis du Comité, la mise en œuvre des nouvelles procédures est également de la compétence du Secrétaire général. Concernant la fonction décrite à l'alinéa o) du paragraphe 35 du rapport, le Comité estime qu'il faut préciser le rôle du Bureau et de son chef dans le domaine des achats.

22. À la section V de son rapport, le Secrétaire général a donné quelques explications sur les gains d'efficacité que l'Organisation pensait retirer de la nouvelle stratégie informatique et télématique. S'étant renseigné, le Comité consultatif a obtenu un complément d'information, notamment concernant des domaines dans lesquels la stratégie pourrait se traduire par des gains d'efficacité. Par exemple, le regroupement des différents services d'assistance technique pour former un service centralisé fonctionnant 24 heures sur 24 dans l'ensemble de l'Organisation réduirait les dépenses de fonctionnement, et l'intégration des services chargés de la continuité des opérations et de la reprise après sinistre dans l'ensemble du Secrétariat entraînerait des économies considérables, ce que ne permettent pas les solutions décentralisées adoptées par les différents départements, bureaux hors Siège et missions. **Le Comité estime qu'il faut recenser et mesurer plus précisément les gains d'efficacité et les autres avantages procurés par la mise en œuvre de la stratégie informatique et télématique. Il recommande que le Secrétaire général soit prié de définir des objectifs précis à cet égard. De surcroît, le Secrétaire général devrait expliquer la méthode et les points de référence utilisés pour recenser et évaluer les avantages et faire rapport sur la question dans le contexte du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011.**

B. Organisation du Bureau des technologies de l'information et des communications

23. Dans un additif à son rapport (A/62/793/Add.1), le Secrétaire général a présenté des propositions concrètes touchant l'organisation du Bureau des technologies de l'information et des communications et la réaffectation des ressources existantes en vue de sa création. Le Comité consultatif note que cela représente un pas sur la voie de la mise en œuvre du cadre de gestion des TIC exposé dans le document A/62/793. À ce stade, la proposition a trait à l'intégration

des ressources de la Division de l'informatique du Département de la gestion et de la Division des technologies de l'information et des communications du Département de l'appui aux missions :

a) Le Bureau des technologies de l'information et des communications serait une unité administrative indépendante qui ferait rapport directement au Cabinet du Secrétaire général sans pour autant relever de lui;

b) Le Directeur général de l'informatique continuerait de faire rapport à la Vice-Secrétaire générale;

c) Le Bureau serait doté de 165 postes : 136 postes inscrits au budget ordinaire, 13 postes inscrits au compte d'appui et 13 postes extrabudgétaires;

d) L'intégralité des ressources de la Division de l'informatique – 135 postes inscrits au budget ordinaire, 13 postes extrabudgétaires et 2 postes financés au moyen du compte d'appui – serait transférée au Bureau. Le poste de directeur général de l'informatique, financé au moyen des crédits ouverts au titre du chapitre 1 (Politique, direction et coordination d'ensemble) du budget-programme, serait rattaché au Bureau. De plus, le Département de l'appui aux missions céderait 11 postes inscrits au compte d'appui, deux postes de sous-traitant et 4 263 500 dollars correspondant à des ressources autres que celles affectées à des postes;

e) Seules les activités stratégiques de la Division des technologies de l'information et des communications seraient transférées au Bureau, par exemple l'élaboration des normes et de l'architecture et la conception et la mise en œuvre de systèmes informatiques majeurs dans l'ensemble de l'Organisation;

f) Le Bureau coordonnerait la planification et la mise en place de l'infrastructure, par exemple en passant en revue les prévisions budgétaires du Département de l'appui aux missions relatives aux TIC, en examinant les résultats obtenus et en approuvant la nomination et la promotion des chefs des services informatiques;

g) La Division des technologies de l'information et des communications continuerait d'exercer le contrôle opérationnel sur ses ressources au Siège et dans les missions. Elle administrerait également les installations de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) et du site B, sous la supervision stratégique du Bureau;

h) Le Directeur général de l'informatique exercerait les pouvoirs accordés par le Secrétaire général à la Division de l'informatique du Bureau des services centraux d'appui dans la circulaire ST/SGB/1998/11 en ce qui concerne la supervision et la coordination des activités informatiques et télématiques des départements et des bureaux hors Siège;

i) Le Bureau des technologies de l'information et des communications ferait l'objet d'un chapitre distinct, le chapitre 36, relevant du titre VIII (Services communs d'appui) du budget-programme pour 2008-2009;

j) Le montant des ressources pour l'exercice 2008-2009 serait inchangé.

Observations et commentaires

24. L'organigramme du Bureau des technologies de l'information et des communications figure en annexe au rapport du Secrétaire général (A/62/793/Add.1). Le Bureau se composerait du Bureau du Directeur général de l'informatique, d'un Service de la gestion stratégique, d'un Service de la gestion des infrastructures et d'une Division de la gestion des applications. Le Comité consultatif note que la nouvelle structure qui est proposée n'a pas d'incidences sur le montant total des ressources demandées pour l'exercice biennal 2008-2009. S'étant renseigné, le Comité a été informé que le Secrétariat estimait que le cadre stratégique de la Division de l'informatique continuerait de s'appliquer au Bureau et qu'il n'était pas nécessaire que le Comité du programme et de la coordination examine la proposition à ce stade. Le Comité du programme et de la coordination examinerait tout changement ayant trait au programme qui serait proposé pour l'exercice 2010-2011, avant examen et approbation par l'Assemblée générale.

25. S'agissant de l'ajout d'un chapitre au budget, le Comité a été informé que cela permettrait de distinguer plus aisément les ressources et les fonctions relevant du Bureau des technologies de l'information et des communications de celles relevant d'autres entités du Secrétariat, compte tenu de la particularité d'une filière hiérarchique dans laquelle le Directeur général de l'informatique relève de la Vice-Secrétaire générale.

26. En ce qui concerne l'organisation du Bureau, le Comité consultatif prend note que les propositions dont il est saisi faciliteraient le regroupement des fonctions intéressant l'Organisation tout entière, tout en permettant de conserver une exécution décentralisée des opérations. Le Bureau absorberait la Division de l'informatique du Département de la gestion et prendrait en charge les activités menées à l'échelle de l'Organisation par la Division des technologies de l'information et des communications du Département de l'appui aux missions. Le Comité note que les départements et bureaux hors Siège continueraient à contrôler quelque 80 % des ressources informatiques et télématiques, tandis que le Directeur général de l'informatique et le Bureau des technologies de l'information et des communications coordonneraient et superviseraient plus étroitement les infrastructures, les investissements et les activités relatives aux TIC.

27. Le Comité consultatif estime qu'il n'existe pas une structure de gouvernance type qui conviendrait à une organisation opérant dans le monde entier comme le fait l'Organisation des Nations Unies, avec une multitude de bureaux, dont certains dans des zones reculées et instables, qui exercent une large gamme de responsabilités dans le cadre d'accords administratifs et de gestion très variés. Il y aura toujours des désaccords concernant le degré de centralisation à appliquer, mais pour que la décentralisation donne de bons résultats, il faut une structure centrale forte capable de proposer une politique cohérente applicable à l'ensemble de l'Organisation.

28. Le Comité consultatif a été informé que la Division des technologies de l'information et des communications céderait 11 postes inscrits au compte d'appui au Bureau des technologies de l'information et des communications, à savoir 1 poste P-5, 3 postes P-4, 4 postes P-3, 2 postes P-2 et 1 poste d'agent des services généraux. Deux postes de sous-traitant de classe P-3 seraient également cédés au Bureau. La Division des technologies de l'information et des communications cesserait de s'occuper de la conception du système de gestion des aptitudes, du

portail intégré, du système de vérification de l'identité des utilisateurs et des systèmes de gestion des rations et du carburant, ainsi que de Galaxy, et des activités d'appui correspondantes, au profit du Bureau. Elle continuerait à se charger de l'appui aux 38 systèmes restants (voir annexes II et III).

29. Le Comité consultatif estime que la cession d'un poste P-5 affaiblirait la Division des technologies de l'information et des communications, puisqu'elle n'en comporte que deux. Étant donné que la Division de l'informatique est déjà dotée de 13 postes P-5, le Comité est d'avis qu'il faudrait attendre l'achèvement de l'examen dont il est question au paragraphe 14 avant de statuer sur la cession d'un poste P-5.

30. **Le Comité consultatif souligne que le Directeur général de l'informatique et le Chef du Département de l'appui aux missions devraient veiller à ce que les changements apportés à la structure de la Division des technologies de l'information et des communications n'aient pas d'incidences sur l'appui apporté aux missions.** S'étant renseigné, le Comité a été informé que les postes que la Division des technologies de l'information et des communications céderait au Bureau des technologies de l'information et des communications permettraient de veiller à ce que les applications intégrées et les infrastructures soient conformes à la stratégie du Secrétariat tout entier. La Division continuera à s'occuper des systèmes et activités qui font partie intégrante des besoins opérationnels des missions et conservera les moyens dont elle a besoin pour fournir un appui sur le terrain.

31. La répartition des tâches et des attributions entre le Bureau des technologies de l'information et des communications et la Division des technologies de l'information et des communications est définie aux paragraphes 7 et 8 de l'additif (A/62/793/Add.1). Il s'agit là d'un premier pas avant que le Bureau ne commence à assumer les fonctions définies au paragraphe 35 du rapport principal (A/62/793) (voir par. 21). **De l'avis du Comité consultatif, certains éléments exposés aux paragraphes 7 et 8 sont vagues et ambigus et méritent d'être précisés. Le Comité admet toutefois que le transfert de certaines fonctions de la Division des technologies de l'information et des communications au Bureau des technologies de l'information et des communications est une opération complexe et qu'il faudra arrêter officiellement les procédures et méthodes de travail à la lumière de l'expérience.**

32. Le Comité consultatif rappelle que dans sa résolution 60/283 l'Assemblée générale a décidé de créer le poste de directeur général de l'informatique au rang de sous-secrétaire général au Cabinet du Secrétaire général. À cet égard, il rappelle aussi le paragraphe 59 de son premier rapport sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2008-2009 (A/62/7).

33. Le Comité consultatif note la place du Bureau des technologies de l'information et des communications dans la hiérarchie et constate qu'il ferait rapport directement au Cabinet du Secrétaire général, sans pour autant relever de lui; il note également que le Bureau serait dirigé par le Directeur général de l'informatique, qui rend compte directement à la Vice-Secrétaire générale. Le Directeur général assume également d'autres responsabilités en sa qualité de membre de plusieurs comités de haut niveau, notamment le Comité de gestion, le Comité exécutif des technologies de l'information et des communications et le Comité de pilotage du progiciel de gestion intégré. **Le Comité consultatif recommande que le Secrétaire général fasse le point des arrangements de gestion et de communication de l'information dans le cadre des rapports sur**

l'exécution du budget-programme et du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011 et procède à une évaluation de ces arrangements dans le cadre du projet de budget-programme pour l'exercice 2012-2013. De plus, compte tenu des investissements considérables qui devront être faits dans l'infrastructure, les systèmes et les services informatiques et télématiques, de l'importance stratégique et des risques élevés des projets en cours, tels que le progiciel de gestion intégré, le Comité est d'avis qu'il faudra tenir l'Assemblée générale régulièrement informée.

34. Le Comité consultatif estime que le rattachement de la Division de l'informatique du Département de la gestion au Bureau des technologies de l'information et des communications aura une incidence considérable sur le Bureau des services centraux d'appui. La structure du Département de l'appui aux missions sera également remaniée, mais dans une moindre mesure. S'étant renseigné, le Comité a obtenu l'organigramme du Bureau des services centraux d'appui et de la Division des technologies de l'information et des communications du Département de l'appui aux missions (voir annexes IV et V).

35. Le Comité consultatif recommande que l'information concernant la coordination de la politique et de la stratégie informatique et télématique avec les organismes des Nations Unies soit communiquée dans le cadre des budgets futurs. Le Comité souligne à quel point il importe d'intensifier la coopération et la coordination entre les organismes des Nations Unies dans ce domaine, en particulier pour ce qui est des systèmes institutionnels. Du fait qu'elle se dote tout juste d'un progiciel de gestion intégré, l'ONU pourra s'inspirer des enseignements tirés de l'expérience d'autres organismes des Nations Unies. Le Comité recommande également que le Directeur général de l'informatique s'attache à tirer parti des effets de synergie et des possibilités de collaboration entre le Secrétariat et les fonds, programmes et institutions spécialisées des Nations Unies, car il estime que l'harmonisation de la prestation de services informatiques et télématiques peut aider le système des Nations Unies à faire des économies considérables. Le Comité engage le Secrétaire général, en sa qualité de Président du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination, à encourager l'intensification de la coordination et de la collaboration entre les organismes des Nations Unies sur toutes les questions touchant les technologies de l'information et des communications.

36. Le Comité a été informé qu'un nombre croissant d'entités des Nations Unies avaient recours aux services du Centre international de calcul et que des études récentes avaient démontré que le Centre offrait des services d'un bon rapport coût-efficacité. À cet égard, il rappelle la résolution 2741 (XXV) de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1970, concernant le traitement électronique de l'information dans les organismes des Nations Unies. **Le Comité note que le Centre international de calcul dispose de compétences techniques considérables et prie le Secrétaire général de continuer à recourir aux services du Centre afin d'appuyer les activités informatiques et télématiques de l'Organisation.**

37. Le Comité consultatif a obtenu un complément d'information concernant un programme lancé par le Directeur général de l'informatique en septembre 2008, qui vise à encourager l'innovation et l'esprit d'équipe parmi les spécialistes des TIC et consiste pour les différents services informatiques de l'Organisation à formuler et

mettre en œuvre des projets dans un délai ne dépassant pas 90 jours. Parmi les premières initiatives retenues figurent des projets concernant l'adoption de politiques et pratiques tendant à réduire le gaspillage d'énergie et de papier, à envoyer des notifications automatiques aux abonnés afin de leur permettre d'accéder aux documents qui les intéressent dans le Système de diffusion électronique des documents de l'ONU au moyen de liens hypertexte et à faciliter l'accès des bureaux extérieurs au site intranet iSeek.

Recommandations du Comité consultatif

38. Au paragraphe 38 du rapport (A/62/793/Add.1), le Secrétaire général a invité l'Assemblée générale à approuver des propositions concernant le transfert de postes et de ressources non affectées à des postes en vue de la création du Bureau des technologies de l'information et des communications. **Le Comité consultatif recommande l'approbation de ces propositions, sous réserve de la prise en compte des observations qu'il a formulées au paragraphe 29.**

39. **Le Comité consultatif recommande que l'Assemblée générale fasse sien le plan général relatif à une stratégie informatique et télématique d'ensemble pour le Secrétariat, décrit dans le document A/62/793, sous réserve de la prise en compte des observations qu'il a formulées à son sujet.**

40. **Le Comité consultatif recommande également que l'Assemblée générale prenne note de l'intention du Secrétaire général de poursuivre les examens structurels et la rationalisation et l'harmonisation de tous les services informatiques, en particulier la Division de l'informatique du Département de la gestion, la Division des technologies de l'information et des communications du Département de l'appui aux missions et la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi. Il faudrait prier le Secrétaire général de présenter les résultats des examens à l'Assemblée dans le contexte du projet de budget-programme pour 2010-2011 et d'autres propositions budgétaires, notamment en ce qui concerne les incidences sur le programme de travail approuvé, les changements à apporter au programme, l'aménagement des structures d'organisation et le réalignement des ressources [A/62/793, par. 83 c) et d)].**

III. Mise en place au Secrétariat de systèmes informatiques et télématiques intégrés à l'échelle mondiale

41. Le rapport du Secrétaire général (A/62/510/Rev.1) porte sur les systèmes informatiques et télématiques intégrés qui doivent être gérés centralement pour l'ensemble de l'Organisation sous l'autorité du Directeur général de l'informatique, à savoir le progiciel de gestion intégré, le progiciel de gestion des contenus et le progiciel de gestion de la relation clients.

42. Comme indiqué au paragraphe 4 plus haut, le Comité consultatif avait examiné un rapport antérieur du Secrétaire général sur les systèmes informatiques et télématiques intégrés (A/62/510) au cours de la partie principale de la soixante-deuxième session, en novembre 2007, et publié un rapport à ce sujet (A/62/7/Add.31), dont l'Assemblée générale est actuellement saisie.

43. Le document révisé contient les informations complémentaires demandées par le Comité consultatif dans son rapport et présente, entre autres, une définition plus aboutie des fonctionnalités du projet, une stratégie de mise en œuvre en deux phases, une proposition de calendrier et des prévisions budgétaires pour la période allant jusqu'à la fin de 2012. Les budgets et les calendriers de réalisation prévus pour les systèmes informatiques et télématiques intégrés étaient fondés sur l'hypothèse que les propositions du Secrétaire général auraient été approuvées par l'Assemblée générale à sa soixante-deuxième session, le financement étant assuré à partir du 1^{er} juillet 2008. Du fait que le rapport doit être examiné par l'Assemblée lors de la partie principale de sa soixante-troisième session, ces budgets et ces calendriers devront être ajustés en conséquence.

A. Progiciel de gestion intégré

Rappel du contexte

44. Comme il a été indiqué au paragraphe 8 plus haut, les fonctionnalités couvertes par le SIG présentent de nombreuses lacunes. Ces déficiences se manifestent depuis quelque temps, ainsi que le Comité consultatif l'avait fait observer (voir, par exemple, le document A/56/7, par. 93). Le Comité rappelle que l'analyse des lacunes du SIG, à laquelle on avait procédé en mars 2005, avait confirmé que les systèmes intégrés de gestion de l'ONU étaient devenus obsolètes et n'étaient plus correctement adaptés aux besoins évolutifs de l'Organisation dans le contexte des réformes de la gestion engagées conformément aux recommandations énoncées dans le Document final du Sommet mondial de 2005 (voir résolutions 62/1 et 60/283 de l'Assemblée générale). Ces réformes portaient notamment sur l'adoption des Normes comptables internationales pour le secteur public, l'amélioration du régime de contrôle interne, le renforcement du contrôle et de la responsabilisation et la fourniture d'informations exactes en temps opportun pour faciliter la prise de décisions. Les auteurs de l'analyse avaient conclu qu'il serait plus rentable de remplacer les systèmes existants par un PGI du commerce que de procéder à une remise à niveau majeure du SIG (A/60/846/Add.1). À la lumière de ces considérations, l'Assemblée a décidé de remplacer le SIG par un PGI (résolution 60/283).

45. Dans son rapport relatif à l'exercice biennal clos le 31 décembre 2007, le Comité des commissaires aux comptes faisait observer que le projet PGI n'était pas seulement l'un des plus gros chantiers informatiques du Secrétariat, c'était aussi l'un des principaux vecteurs de modernisation et d'uniformisation de la gestion de l'Administration (voir A/63/5 (vol. I), chap. II, par. 125 et A/63/474, par. 24 et 25; voir aussi par. 57 ci-dessous). Il considérait également que le rapport du Secrétaire général (A/62/510/Rev.1) offrait à l'Assemblée générale une base solide pour prendre une décision au sujet du projet PGI. Le Comité consultatif souligne que la mise en place d'un progiciel de gestion intégré est une entreprise majeure, à la fois en raison de l'envergure du projet lui-même et parce qu'elle devrait permettre de transformer et de moderniser l'administration et de rationaliser les méthodes de travail à l'échelle de l'Organisation. Il note que toutes les entités du Secrétariat seront parties prenantes et que la gestion de ses activités sera modifiée pour de nombreuses années. Toutes les fonctions d'appui administratif seront regroupées dans un système d'information intégré couvrant l'ensemble de l'Organisation, y compris les opérations de maintien de la paix et les missions hors Siège. Ces

fonctions administratives ont trait notamment à la planification des programmes, à l'établissement des budgets, à la gestion des contributions, au suivi des résultats, à la gestion des ressources humaines, des états de paie, des achats, des biens et des installations, à l'organisation des voyages et à l'établissement des rapports, ainsi qu'à des services d'appui spécifiques aux opérations de maintien de la paix dans les domaines de la logistique, des transports et du ravitaillement en carburant et en vivres. Le Comité a été informé qu'à l'heure actuelle, il existait quelque 250 systèmes d'information au sein de l'Organisation pour ces fonctions, dont la plupart seront soit intégrées soit reliées au PGI. Nombre d'entre eux sont des systèmes autonomes qui ne permettent pas d'échanger ou de transférer des données.

46. À cet égard, le Comité consultatif rappelle que, au cours de l'exercice biennal 2006-2007, le Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité avait fait procéder à une étude externe pour déterminer dans quelle mesure son organigramme, son tableau d'effectifs, son cadre de gestion et ses opérations répondaient à ses objectifs d'économie et de rentabilité. Il ressortait de cette étude que, du fait de l'insuffisance des systèmes informatiques du Bureau, les modes opératoires de ce dernier étaient lents et peu efficaces et impliquaient une forte composante manuelle.

État d'avancement du projet

47. Dans son rapport antérieur (A/62/510), le Secrétaire général avait proposé de prévoir des ressources pour couvrir les frais de démarrage du projet de progiciel de gestion intégré et de présenter des projections plus réalistes sur le coût global du projet une fois que l'inventaire détaillé des besoins opérationnels et techniques, qui était alors en cours, serait achevé et que les priorités auraient été établies.

48. Le Comité consultatif note que la compilation des spécifications fonctionnelles détaillées attendues du progiciel a pris fin en décembre 2007. Il a été informé que le directeur du projet avait été nommé, qu'une équipe temporaire composée de représentants du Siège et de bureaux extérieurs, ainsi que d'agents de terrain, avait été formée, que le processus de sélection des logiciels était à un stade avancé et qu'une demande de propositions pour les services d'intégration était en cours d'élaboration. Le Comité note également qu'une équipe intérimaire constituée de 16 personnes a été recrutée dans le cadre d'un arrangement spécial.

49. Comme il est indiqué aux paragraphes 40 à 45 et dans la figure II du rapport révisé du Secrétaire général (A/62/510/Rev.1), le plan d'exécution du PGI prévoit une mise en œuvre en deux temps après la phase préparatoire au cours de laquelle les opérations relatives à la mise au point de l'architecture du système et à la reconfiguration des processus métier ainsi qu'à l'achat du logiciel et des services d'intégration seront exécutées : dans un premier temps, l'accent serait mis sur les principales priorités en matière de gestion, notamment sur les fonctions essentielles de gestion des finances, des ressources humaines, des achats et des biens, qui doivent également être prises en compte aux fins de l'application des normes IPSAS (durée prévue pour cette phase : 30 mois) et, dans un deuxième temps, l'attention serait focalisée sur les autres fonctionnalités, notamment la gestion axée sur les résultats, la gestion du risque et celle des transports et des voyages (durée prévue pour cette phase : 24 mois).

Gouvernance du projet

50. Le Comité consultatif relève que la structure de gouvernance du PGI diffère de la structure de gestion des moyens informatiques et télématiques évoquée plus haut. Lors des entretiens qu'il a eus avec les représentants du Secrétaire général, il a obtenu les informations complémentaires suivantes sur la structure de gouvernance et l'organisation hiérarchique du projet (voir A/62/510/Rev.1, par. 28 à 30) :

a) Le Directeur du projet rendra compte à la Secrétaire générale adjointe à la gestion en sa qualité de Présidente du Comité de pilotage du PGI et au Directeur général de l'informatique pour les questions relatives à la gestion courante du projet et les questions techniques. L'équipe chargée du projet PGI et le budget seront placés sous la supervision du Bureau des technologies de l'information et des communications;

b) Cette structure permettra une exécution harmonieuse en assurant une bonne gestion des besoins du PGI sur les plans de la technologie et de l'infrastructure et une parfaite adéquation aux exigences des propriétaires des processus (dans les domaines des ressources humaines, de la comptabilité, du budget, etc.);

c) Afin de favoriser la cohérence et d'assurer la participation de toutes les parties prenantes à l'élaboration du projet, des comités d'utilisateurs seront créés tant au niveau régional qu'au Siège. Ces organes auront un rôle consultatif et veilleront à ce que les départements utilisateurs soient associés à la gestion du projet lors de la planification et de la mise en œuvre.

51. Une version actualisée de l'organigramme proposé pour la direction du projet PGI, tel qu'il était indiqué dans la figure I du rapport, a été communiqué au Comité consultatif (voir annexe VI).

52. Le Comité consultatif estime qu'il conviendrait de préciser la définition des responsabilités pour le projet global et il compte que le Secrétaire général gardera ces arrangements à l'étude et les modifiera s'il y a lieu, à la lumière de l'expérience.

53. À ce propos, le Comité souligne que la mise en place du PGI aura des répercussions directes sur un très grand nombre de fonctionnaires et de systèmes d'information et sur l'Organisation dans son ensemble. Il est probable qu'elle entraînera des changements dans les méthodes de travail et dans la définition des rôles et des responsabilités. Le projet nécessitera une pleine adhésion et un engagement sans réserve de la part des cadres et il faudrait l'envisager comme une initiative qui concerne l'ensemble de l'Organisation, en donnant la priorité à la satisfaction des besoins fonctionnels. Il est donc logique que la Présidente du Comité de pilotage (Secrétaire générale adjointe à la gestion) en assume la responsabilité globale. Le Comité note que les prestataires de services d'appui pour les fonctions relatives aux finances, à la chaîne logistique, aux ressources humaines et aux services centraux d'appui sont représentés au sein du Comité de pilotage. Il espère bien que cet organe tiendra également compte des avis des départements organiques qui, en tant qu'utilisateurs finals des services d'appui, seront également touchés par l'introduction du PGI. En outre, le Comité souligne que l'importance des technologies de l'information et des communications ne devrait pas être sous-estimée. Les analystes et les autres spécialistes des TIC sont des acteurs clefs qui

doivent toujours être très étroitement associés à la conduite de toutes les phases du projet, y compris la cartographie des procédures de l'Organisation, l'analyse des processus métier et l'établissement des spécifications relatives aux adaptations afin d'assurer l'adoption d'une solution viable et satisfaisante du point de vue technique. De l'avis du Comité, le projet PGI devrait être considéré comme une entreprise commune qui obéit aux exigences du fonctionnement de l'Organisation et est menée à bien par l'intermédiaire de systèmes informatiques et télématiques complexes exigeant un haut degré de technicité.

Normes comptables internationales pour le secteur public

54. Le Comité consultatif relève que, du fait du retard pris par le projet PGI, la date d'entrée en vigueur des normes IPSAS doit être repoussée, au mieux, à 2011. À cet égard, il prend note des observations que le Comité des commissaires aux comptes a faites (A/63/5 (vol. I), chap. II, par. 123 et 124) au sujet de la nécessité d'intégrer, au moyen d'un plan-cadre commun, le programme de travail de l'équipe dédiée à la préparation de l'application des normes IPSAS et celui de l'équipe responsable du module « finances » du progiciel de gestion intégré afin de mieux coordonner les produits et services attendus des deux projets. Le Comité a formulé des observations sur les normes IPSAS (A/63/474, par. 20 à 23) et approuvé les recommandations des commissaires. **Le Comité engage le Secrétaire général à prendre les dispositions voulues pour donner suite aux recommandations des commissaires aux comptes avec diligence.**

Autres observations et recommandations

55. Dans la section II de sa résolution 62/283, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de présenter des explications détaillées et des exemples précis montrant comment les propositions permettraient de rendre l'Organisation plus efficace et de remédier aux insuffisances actuelles. À la section III de son rapport (par. 23 à 27), le Secrétaire général a fourni quelques précisions sur les bénéfices attendus de la mise en œuvre du PGI, s'agissant par exemple de l'amélioration de l'efficacité et de la rapidité des interventions, de l'amélioration des opérations de trésorerie, de l'accroissement de la satisfaction du client, des gains de productivité et de la réduction des coûts et de l'amélioration des mécanismes de responsabilisation et de la transparence. **Le Comité estime que les investissements réalisés dans les technologies de l'information devraient produire des gains d'efficacité et de productivité tangibles et mesurables. Aussi recommande-t-il à l'Assemblée générale de demander au Secrétaire général de définir des objectifs précis à cet égard et d'élaborer des méthodes permettant de mesurer l'incidence de la mise en œuvre du PGI sur l'accomplissement des tâches administratives de l'Organisation (voir par. 69 b) ci-dessous).**

56. Dans son rapport (A/62/510/Rev.1, par. 22), le Secrétaire général définit les principes auxquels le projet PGI devra obéir. Ils ont trait notamment à la nécessité d'accroître le degré d'uniformité et de compatibilité des pratiques de fonctionnement à l'échelle du Secrétariat, de limiter l'ampleur des modifications à apporter au PGI pour l'adapter aux exigences des utilisateurs, de répondre aux besoins des bureaux hors Siège, des missions de maintien de la paix et des autres missions, et de veiller à ce que les États Membres, les cadres et le personnel soient dûment et régulièrement informés pendant toute la durée du projet. Le Comité consultatif fait observer que l'un des enseignements tirés de l'expérience acquise

par d'autres organisations qui ont mis en place des progiciels de gestion intégrés est la nécessité de limiter le degré de personnalisation de ces systèmes au minimum afin d'assurer une bonne rentabilité et une souplesse suffisante pour l'adaptation aux nouvelles versions du progiciel qui seront mises sur le marché ultérieurement : un progiciel trop personnalisé est coûteux à concevoir et à réaliser, lourd à gérer et ne peut pas être mis au diapason des nouvelles technologies après son introduction. Certes, les solutions logicielles doivent être en parfaite adéquation avec les besoins opérationnels de l'Organisation, mais il serait souhaitable que les procédures administratives soient examinées et adaptées aux exigences du progiciel sélectionné, autant que possible. **Le Comité souligne que le degré de personnalisation du PGI devrait être limité au minimum et estime qu'il faudrait fournir une justification pour toute adaptation envisagée. Il compte par ailleurs que tous les principes exposés au paragraphe 22 du rapport du Secrétaire général seront pleinement respectés et qu'ils feront l'objet d'un contrôle.**

57. Aux paragraphes 75 et 76 de son rapport, le Secrétaire général fournit des précisions sur les risques de retard et les risques budgétaires inhérents au projet, et indique comment il compte procéder pour les réduire. Le Comité consultatif note que les risques mentionnés dans ces paragraphes sont liés aux procédures de consultation interorganisations et de prise de décisions. **Il souligne qu'il est crucial de respecter le calendrier prévu pour que le projet ne soit pas ralenti. Comme indiqué dans ses observations sur le rapport du Comité des commissaires aux comptes (A/63/474, par. 25), le Comité consultatif estime que la mise en œuvre du PGI exige un suivi attentif, compte tenu de l'importance du projet et de ses incidences financières. L'Assemblée générale devrait donc être tenue informée de l'évolution de la situation. Le Comité espère également que les commissaires aux comptes poursuivront l'examen des préparatifs de la mise en place du PGI et des normes IPSAS.** À ce propos, il note que le Secrétaire général a l'intention de procéder à une évaluation succincte après chacune des deux phases du projet et de présenter chaque année à l'Assemblée un rapport dans lequel il fournira une description détaillée des progrès d'ensemble par rapport aux indicateurs de base (voir A/62/510/Rev.1, par. 40).

58. À sa demande, le Comité consultatif a eu communication d'une liste des organismes des Nations Unies qui sont déjà dotés de progiciels de gestion intégrés (voir annexe VII). Elle indique que la plupart des organismes utilisent ces systèmes depuis plus de cinq ans. Le Comité a été informé que la question de l'harmonisation des pratiques opérationnelles et des procédures administratives liées au PGI a été examinée dans le cadre du réseau Technologies de l'information et des communications du Comité de haut niveau sur la gestion du Conseil des chefs de secrétariat. En outre, l'équipe chargée du projet consulte régulièrement le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et le Programme alimentaire mondial. Au cours de la phase préparatoire du projet, ces organismes ont fourni une assistance importante pour l'établissement des plans initiaux et partagé les données d'expérience qu'elles possédaient sur l'achat de PGI, de services d'intégration et autres services d'appui, ainsi que sur la reconfiguration des processus métier et la gestion des projets. **Le Comité souligne que l'équipe chargée du projet devrait maintenir la liaison avec ses interlocuteurs d'autres organismes des Nations Unies afin d'échanger des données d'expérience et de mettre en commun les pratiques optimales.**

59. Le Comité consultatif note que le PGI sera hébergé dans le centre de données de la Base de soutien logistique des Nations Unies et dans un centre secondaire situé à Valence (Espagne), suivant les dispositions proposées dans le plan de continuité des opérations et de reprise après sinistre (A/62/477) (voir par. 86 ci-dessous).

Recommandations concernant les ressources et les arrangements financiers

Postes

60. Pour ce qui est des besoins en personnel, les ressources sollicitées par le Secrétaire général sont identiques à celles qu'il avait demandées dans son rapport antérieur (A/62/510). Il indique que le projet PGI ne pourra véritablement commencer qu'avec la mise en place de l'équipe qui en sera spécifiquement chargée [équipe de base nécessitant 44 postes temporaires – 1 D-2, 6 D-1, 12 P-5, 13 P-4, 5 P-3, 7 G-1/G-6 – (A/62/510/Rev.1, par. 60 à 64)]. Le Comité consultatif a été informé qu'il était probable que certaines fonctions disparaîtraient progressivement à mesure que la mise en œuvre du PGI avancerait et que 18 postes seraient ainsi supprimés au cours de la deuxième phase du projet (voir par. 49 plus haut), comme indiqué dans le tableau 1 ci-après.

Tableau 1
Postes nécessaires (cofinancement)

<i>Catégorie</i>	<i>2008-2009</i>	<i>2010-2011</i>	<i>2012^a</i>
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur			
D-2	1	–	–
D-1	6	–	(1)
P-5	12	–	(5)
P-4/3	18	–	(8)
Total partiel	37	–	(14)
Agents des services généraux et des catégories apparentées			
1 ^{re} classe			
Autres classes	7	–	(4)
Total partiel	7	–	(4)
Total	44	–	(18)

^a Chiffre provisoire qui dépend de la date de démarrage de l'exécution du projet PGI.

61. Le Comité consultatif reconnaît qu'il faut mettre en place une équipe spécialisée qui aidera à mettre en œuvre le projet de progiciel de gestion intégré et recommande d'approuver les effectifs demandés par le Secrétaire général. Les postes devront être pourvus dans la mesure où ils s'avèrent nécessaires pour les besoins du projet.

Prévisions de dépenses

62. Les prévisions de dépenses pour la mise en œuvre du PGI au Secrétariat sur cinq ans se chiffrent au total à 285 560 600 dollars (aux taux courants). Ce montant comprend une provision pour imprévus correspondant à 15 % du coût total du projet, soit 37 247 000 dollars. Au paragraphe 54 de son rapport (A/62/510/Rev.1), le Secrétaire général fait observer que, comme les activités d'achat n'ont pas été menées à bien, le montant en question n'a pas été calculé sur la base du coût définitif du logiciel et des services d'intégration. Il correspond à une estimation du coût de la mise en œuvre et du déploiement du PGI qui a été établie à partir des prix du marché à l'heure actuelle et du coût des projets PGI exécutés dans d'autres organismes des Nations Unies et sur la foi de sources de ce secteur d'activité. Le Comité consultatif note que le coût des services d'adaptation et d'intégration ne sera déterminé que lorsque la phase de reconfiguration des processus métier sera achevée et que les spécifications sur les adaptations nécessaires auront été arrêtées.

63. La composition de l'enveloppe de 248 313 600 dollars (réserve pour imprévus non comprise) est indiquée dans le tableau 1 et au paragraphe 54 du rapport du Secrétaire général (A/62/510/Rev.1). Elle comprend 30 millions de dollars pour les licences d'utilisation et l'adaptation des logiciels, 128,7 millions de dollars pour les frais d'intégration, 47,9 millions de dollars pour la gestion du projet et du changement, 37 millions de dollars pour la formation et 4,7 millions de dollars pour les dépenses de fonctionnement. Le tableau 2 du rapport présente une récapitulation des ressources nécessaires par source de financement et par période, pour toute la durée du projet. Les prévisions du Secrétaire général pour l'exercice biennal en cours étaient fondées sur l'hypothèse que le projet serait approuvé par l'Assemblée générale lors de sa soixante-deuxième session, le financement devant être assuré à partir du 1^{er} juillet 2008.

64. Compte tenu du retard pris par le projet, le Comité consultatif a sollicité et obtenu des informations actualisées sur les ressources demandées pour l'exercice biennal 2008-2009. Le texte actualisé des passages révisés du paragraphe 109 du rapport du Secrétaire général, où figurent les décisions que l'Assemblée générale est invitée à prendre, a également été communiqué au Comité; il est inclus dans l'annexe VIII. Le Comité note que le montant révisé des prévisions de dépenses pour l'exercice en question s'établit à 42 847 500 dollars (aux taux courants), soit un montant largement inférieur aux prévisions initiales indiquées dans le document A/62/510/Rev.1 (119 571 300 dollars).

65. Les tableaux 2 et 3 ci-après indiquent la répartition des prévisions révisées (42 847 500 dollars) pour l'exercice 2008-2009 par composante et par objet de dépense, respectivement, par rapport aux prévisions initiales qui figuraient dans le document A/62/510/Rev.1.

Tableau 2
Prévisions de dépenses pour le projet PGI, par composante (2008-2009)
 (En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Composante</i>	<i>Montants initiaux^a</i>	<i>Montants révisés</i>	<i>Augmentation/ (diminution)</i>
Licences d'utilisation et adaptation des logiciels	14 000,0	2 525,0	(11 475,0)
Frais d'intégration	42 106,2	20 258,6	(21 847,4)
Gestion du projet et du changement	16 306,3	10 927,5	(5 387,7)
Formation	7 048,1	1 432,7	(5 615,4)
Dépenses de fonctionnement	2 863,9	2 114,9	(749,0)
Total	82 324,3	37 258,7	(45 065,6)
Réserve pour imprévus	37 247,0	5 588,8	(31 658,19)
Total	119 571,3	42 847,5	(76 723,77)

^a Voir A/62/510/Rev.1, tableau 2.

Tableau 3
Prévisions de dépenses pour le projet PGI, par objet de dépense (2008-2009)
 (En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Objet de dépense</i>	<i>Montants initiaux^a</i>	<i>Montants révisés</i>	<i>Augmentation/ (diminution)</i>
Postes	9 323,5	7 602,5	(1 721,0)
Autres dépenses de personnel	3 776,4	3 596,0	(180,4)
Voyages	3 257,0	2 031,1	(1 225,9)
Services contractuels	49 103,6	19 389,2	(29 714,4)
Frais généraux de fonctionnement	2 232,5	1 545,6	(686,9)
Fournitures et accessoires	33,0	24,0	(9,0)
Mobilier et matériel	14 598,4	3 070,3	(11 528,10)
Total partiel	82 324,3	37 258,7	(45 065,7)
Réserve pour imprévus	37 247,0	5 588,81	(31 658,19)
Total	119 571,3	42 847,5	(76 723,77)

^a Voir A/62/510/Rev.1, tableau 2.

66. Les tableaux 4 et 5 ci-dessous indiquent la répartition au prorata des prévisions révisées (d'un montant de 42 847 500 dollars) entre les diverses sources de financement, telle qu'elle a été établie sur la base des arrangements financiers présentés au paragraphe 79 du rapport.

Tableau 4
**Prévisions de dépenses révisées pour le projet PGI, par activité
et par source de financement (2008-2009)**

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Composante</i>	<i>Montants révisés</i>			Total
	<i>Budget ordinaire</i>	<i>Budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix^a</i>	<i>Fonds extrabudgétaires</i>	
Licences d'utilisation et adaptation des logiciels	378,8	1 565,5	580,8	2 525,0
Frais d'intégration	3 038,8	12 560,3	4 659,5	20 258,6
Gestion du projet et du changement	1 639,1	6 775,1	2 513,3	10 927,5
Formation	214,9	888,3	329,5	1 432,7
Dépenses de fonctionnement	317,2	1 311,2	486,4	2 114,9
Total	5 588,8	23 100,4	8 569,5	37 258,7
Réserve pour imprévus	838,3	3 465,1	1 285,4	5 588,8
Total	6 427,1	26 565,5	9 854,9	42 847,5

^a 1^{er} juillet 2008-30 juin 2009.

Tableau 5
**Prévisions de dépenses révisées pour le projet PGI, par objet de dépense
et par source de financement (2008-2009)**

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Composante</i>	<i>Montants révisés</i>			Total
	<i>Budget ordinaire</i>	<i>Budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix^a</i>	<i>Fonds extrabudgétaires</i>	
Postes	1 140,4	4 713,6	1 748,6	7 602,5
Autres dépenses de personnel	539,4	2 229,5	827,1	3 596,0
Voyages	304,7	1 259,3	467,2	2 031,1
Services contractuels	2 908,4	12 021,3	4 459,5	19 389,2
Frais généraux de fonctionnement	231,8	958,3	355,5	1 545,6
Fournitures et accessoires	3,6	14,9	5,5	24,0
Mobilier et matériel	460,5	1 903,6	706,2	3 070,3
Total partiel	5 588,8	23 100,4	8 569,5	37 258,7
Réserve pour imprévus	838,3	3 465,1	1 285,4	5 588,8
Total	6 427,1	26 565,5	9 854,9	42 847,5

^a 1^{er} juillet 2008-30 juin 2009.

67. Les prévisions de dépenses révisées ont été communiquées au Comité consultatif précisément au moment où il achevait la rédaction du présent rapport. Les réductions sont imputables à la modification du calendrier des activités et des stratégies d'achat, ainsi qu'aux retards enregistrés dans l'approbation du projet. Le Secrétaire général considère à présent qu'il serait préférable pour l'Organisation d'achever le processus de sélection du PGI avant d'entreprendre les opérations d'achat de services d'intégration, plutôt que de mener ces activités en partie parallèlement comme il était initialement prévu. En outre, il propose de fractionner les achats de services d'intégration pour les phases de conception, de développement et de mise en service du progiciel envisagé au lieu d'élaborer d'emblée des propositions qui recouvrent une vaste gamme de services pour toutes les composantes du projet (A/62/510/Rev.1, par. 35). D'après le Secrétaire général, cette approche permettrait à l'Organisation d'élaborer des spécifications pour chacune des phases du projet à partir des prestations de la phase précédente, réduisant ainsi les risques de hausse des coûts et d'expansion des travaux. Elle permettrait également de sélectionner des fournisseurs spécialisés pour des prestations particulières requises au cours des différentes phases d'intégration, par exemple pour la formation du personnel au stade de la mise en service, accroissant ainsi la concurrence. Le Comité a également obtenu un calendrier actualisé pour le projet (voir annexe IX), qui fait apparaître un retard global de six mois dans la mise en œuvre.

68. Le Comité consultatif a appris par ailleurs que, du fait de l'adoption de l'approche susmentionnée, les activités et dépenses ci-après, qui étaient prévues précédemment pour l'exercice biennal 2008-2009, ne seraient pas intégralement incorporées dans cet exercice :

- Licences d'utilisation et adaptation des logiciels (11 475 000 dollars) : en raison du renforcement de la stratégie de négociation de l'Organisation à l'égard des fournisseurs du progiciel, le montant des versements effectués pour les licences d'utilisation des logiciels serait limité au cours de la phase de conception du projet et toutes les adaptations éventuelles qui s'avèreraient nécessaires seraient reportées à 2009;
- Intégration des logiciels (21 847 400 dollars) : compte tenu de l'approche indiquée pour l'achat de services d'intégration des logiciels, le nombre total de mois de travail requis au cours de l'exercice 2008-2009 serait sensiblement réduit par rapport aux prévisions et les ressources correspondantes seraient utilisées pour la couverture des besoins lors des phases ultérieures de développement et de mise en service;
- Gestion du projet et du changement (5 387 700 dollars) : l'équipe chargée du projet PGI différerait les recrutements jusqu'en juillet 2009 pour les postes restant à pourvoir, c'est-à-dire jusqu'à la date de démarrage de la phase de conception après l'achèvement de la reconfiguration des processus métier qui sera effectuée à un niveau élevé au cours du premier trimestre de 2009. La stratégie de gestion du changement est toujours axée sur une campagne de sensibilisation des parties intéressées par le projet PGI, en attendant l'approbation de l'Assemblée générale;
- Formation (5 615 400 dollars) : le démarrage de la formation est subordonné à l'achat du système sélectionné pour le PGI, qui est au stade de l'évaluation finale;

- Dépenses de fonctionnement (749 000 dollars) : les retards mentionnés plus haut ont des répercussions sur les prévisions de dépenses au titre des frais généraux de fonctionnement.

69. Le Comité considère que ces révisions impliquent des changements notables dans la stratégie de mise en œuvre du PGI, telle qu'elle est exposée au paragraphe 35 du rapport. En conséquence, il recommande à l'Assemblée générale de demander au Secrétaire général de lui présenter un plan révisé et un budget actualisé pour l'exécution de ce projet dans le contexte de l'examen du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011. Le Secrétaire général devrait pouvoir actualiser et confirmer ce plan, étant donné que le directeur du projet a été nommé en septembre 2008. Le plan d'exécution révisé devrait également comprendre des informations sur :

- a) La mise en œuvre de la structure de gouvernance modifiée du PGI, telle qu'elle est décrite au paragraphe 50 ci-dessus;
- b) Les avantages et les gains de productivité qui devraient être obtenus concrètement grâce à la mise en œuvre du PGI et les points de repère pour mesurer les progrès accomplis vers l'obtention des résultats prévus;
- c) Le montant estimatif des dépenses afférentes à la maintenance de l'application actuelle et des nouveaux systèmes dans la phase consécutive à la mise en service, y compris la durée de la période de fonctionnement simultané des systèmes nouveaux et des systèmes existants.

70. En attendant, le Comité consultatif recommande à l'Assemblée générale d'allouer au Secrétaire général des ressources suffisantes pour pourvoir les postes de l'équipe de base chargée du projet et exécuter les travaux de la phase de conception détaillée, ainsi que toutes les autres tâches qui doivent être accomplies si l'on ne veut pas enregistrer de nouveaux retards dans le calendrier de réalisation du projet. En conséquence, le Comité recommande à l'Assemblée générale d'approuver le montant révisé des ressources demandées pour l'exercice biennal en cours, soit 37 258 700 dollars, cette somme comprenant un montant de 5 588 800 dollars qui sera financé à l'aide du budget ordinaire, un montant de 23 100 400 dollars qui sera financé à l'aide du compte d'appui aux opérations de la paix pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009 et un montant de 8 569 800 dollars qui sera financé à l'aide de ressources extrabudgétaires. Il convient de noter que les autres ressources nécessaires seront incluses dans les budgets ultérieurs du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix.

71. D'après le texte révisé du paragraphe 109 qui a été communiqué au Comité consultatif (voir par. 64 ci-dessus et annexe VIII ci-dessous), le Comité note que le Secrétaire général propose de financer le montant de 6 427 100 dollars correspondant aux ressources à prévoir pour le projet PGI au titre du budget ordinaire de l'exercice biennal en cours en l'imputant au chapitre 28A (Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion) du budget, comme suit : a) imputation de 2 346 000 dollars sur les intérêts portés au crédit du Fond du SIG disponibles au 31 décembre 2007; et b) imputation de 4 164 300 dollars sur l'excédent du compte du Fonds général de l'Organisation. Ainsi que le Secrétaire général l'a indiqué au paragraphe 82 b) de son rapport (A/62/510/Rev.1), cela supposerait que soient suspendues les dispositions des articles 3.2 d), 5.3 et 5.4 du Règlement financier

régissant la restitution de cet excédent. **Le Comité recommande d'approuver les propositions du Secrétaire général, à l'exception de celle qui a trait à la réserve pour imprévus (voir par. 72 ci-dessous).** Il en résulte que le montant de 5 588 800 dollars serait financé à hauteur de 2 346 000 dollars à l'aide des intérêts portés au crédit du Fonds du SIG disponibles au 31 décembre 2007 et à hauteur de 3 242 800 dollars à l'aide de l'excédent du compte du Fonds général de l'Organisation. **Le Comité recommande d'approuver l'utilisation des intérêts portés au crédit du Fonds du SIG. Il considère que l'utilisation d'une partie de l'excédent du Fonds général de l'Organisation et du solde inutilisé des opérations de maintien de la paix en cours pour l'exercice clos le 30 juin 2008 est une question de politique générale qui appelle une décision de l'Assemblée générale.**

72. **Le Comité consultatif ne recommande pas à l'Assemblée générale d'approuver la réserve pour imprévus de 5 588 810 dollars demandée par le Secrétaire général. Il note que dans sa proposition initiale, le Secrétaire général avait proposé de constituer une réserve de 37 247 000 dollars représentant 15 % du coût estimatif total du projet (286 millions de dollars) qui serait financée immédiatement en 2008-2009, c'est-à-dire au cours du premier exercice biennal de la période d'exécution du projet qui doit durer cinq ans. Le Comité estime qu'une telle réserve ne se justifie pas, étant donné que l'ampleur des activités envisagées pour le reste de l'exercice en cours a été réduite et que le Secrétaire général a adopté une démarche graduelle pour l'achat des services d'intégration, ce qui atténue les risques de hausse des prix et les incertitudes (voir par. 67 et 68 plus haut).**

Compte spécial pluriannuel

73. Le Secrétaire général demande l'autorisation d'instituer un compte spécial pluriannuel pour la comptabilisation des recettes et dépenses afférentes au projet PGI. Le Comité consultatif rappelle que, dans son rapport précédent (A/62/7/Add.31, par. 11), il avait exprimé des réserves au sujet d'un tel arrangement. Il s'est enquis des raisons pour lesquelles le Secrétaire général avait repris sa proposition et a été informé que le compte spécial pluriannuel permettrait de garantir que le financement total approuvé serait disponible lorsqu'il est nécessaire de puiser dans ces ressources et d'éviter ainsi que les opérations d'achat soient retardées simplement à cause de l'insuffisance des fonds disponibles. Il offrirait également une certaine marge de manœuvre pour les commandes d'articles exigeant de longs délais de préavis qui ne sont pas nécessairement en phase avec les cycles budgétaires. Le Comité a été par ailleurs informé que, une fois que le projet serait achevé (achèvement prévu au cours de l'exercice biennal 2012-2013 selon les projections actuelles), le montant du solde résiduel du compte spécial pluriannuel serait communiqué à l'Assemblée générale pour qu'elle décide de son affectation conformément à la pratique établie. Le compte spécial facilite également la gestion de sources de financement diverses faisant intervenir des chronologies différentes. **Compte tenu des explications fournies et reconnaissant qu'il est nécessaire d'assurer une certaine souplesse dans la gestion des opérations d'achat liées au PGI et aux services connexes, le Comité recommande d'approuver la proposition du Secrétaire général prévoyant la création d'un compte spécial pluriannuel pour comptabiliser les recettes et les dépenses afférentes au projet, telle qu'elle figure au paragraphe 109 l) du document A/62/510/Rev.1 et qu'elle**

a été confirmée par la suite (voir sect. V et annexe VIII ci-dessous). Il réaffirme qu'il faudrait veiller à ce que les ressources allouées à l'exécution du projet soient utilisées de manière efficace et qu'il en soit rendu compte en toute transparence et souligne la nécessité d'assurer un suivi efficace et de présenter régulièrement des rapports utiles à l'Assemblée sur l'exécution du projet. Le Comité insiste aussi sur le fait que toute modification importante introduite dans les paramètres du projet et toute prolongation du compte spécial pluriannuel au-delà de l'exercice 2012-2013, si elles s'avéraient nécessaires, devraient être autorisées par l'Assemblée.

Partage des coûts

74. Comme indiqué au paragraphe 79 du rapport, il est proposé que le financement du PGI fasse appel aux principales sources de financement, à savoir le budget ordinaire à hauteur de 15 %, le budget du maintien de la paix à hauteur de 62 % et les comptes spéciaux pour les dépenses d'appui aux programmes à hauteur de 23 % (qui sont alimentés par le remboursement des frais généraux afférents aux activités de coopération technique ou à des projets financés par des fonds généraux d'affectation spéciale et par le remboursement du coût de l'appui administratif accordé par l'Organisation à des organismes extrabudgétaires comme le PNUD et l'UNICEF). Comme l'indique le Secrétaire général, ces pourcentages sont calculés sur la base de la répartition des prévisions de ressources pour 2008-2009 et non sur celle des dépenses effectives. **Le Comité note que les contributions provenant de sources extrabudgétaires ont été incluses, ce qui lui semble judicieux. Il recommande que la proposition du Secrétaire général soit approuvée à ce stade.**

75. De l'avis du Comité consultatif, une autre solution possible pour la formule de partage des coûts consisterait à fonder le calcul des proportions sur les dépenses effectives et non pas sur les prévisions de dépenses, suivant la proposition actuelle du Secrétaire général. Dans cette éventualité, le Comité estime qu'il faudrait demander au Comité des commissaires aux comptes de fournir un état de la composition des dépenses globales de l'ONU par source de financement, en s'appuyant sur les états financiers vérifiés. Il recommande à l'Assemblée générale de prier le Secrétaire général d'envisager cette solution dans le cadre de ses futures propositions.

B. Gestion de la relation clients et gestion des contenus

76. Dans son rapport (A/62/510/Rev.1), le Secrétaire général reprend les propositions qu'il avait présentées dans la version antérieure de ce document (A/62/510). Les besoins en ressources ont été actualisés sur la base des taux courants et de la modification de la durée du financement, qui serait assuré à partir du 1^{er} juillet 2008 au lieu du 1^{er} janvier 2008. Les observations et recommandations qui figurent dans le rapport correspondant du Comité (A/62/7/Add.31) sont toujours valables. Le Comité avait recommandé d'approuver les propositions du Secrétaire général relatives à la mise en service des systèmes de gestion de la relation clients et de gestion des contenus.

77. **Le Comité consultatif fait néanmoins observer que, vu la date à laquelle l'Assemblée générale doit examiner ces propositions (voir par. 43 plus haut), les ressources demandées pour l'exercice biennal en cours et la durée du**

financement correspondante devront être ajustées en conséquence. Il demande au Secrétaire général de communiquer des informations actualisées à l'Assemblée lorsqu'elle examinera lesdites propositions.

IV. Sécurité, continuité des opérations et reprise après sinistre pour le Secrétariat de l'ONU

78. Le 9 octobre 2007, le Secrétaire général a publié un rapport (A/62/477) pour donner suite à : a) la résolution 59/276 (sect. XI) de l'Assemblée générale, dans laquelle celle-ci a prié le Secrétaire général d'établir une proposition détaillée concernant le cadre opérationnel mondial relatif à la sécurité et à la continuité des opérations informatiques et à la reprise des opérations après sinistre, évoqué dans le rapport du Secrétaire général sur le renforcement et l'uniformisation du système de gestion de la sécurité pour l'ensemble des organismes des Nations Unies (A/59/365 et Corr.1 et Add.1 et Corr.1); et b) la résolution 60/266 (sect. XV) de l'Assemblée, dans laquelle elle a prié le Secrétaire général de lui présenter un rapport complet sur le projet de créer, dans le cadre des missions de maintien de la paix, des centres de données dédoublés pour la continuité des opérations et la reprise après sinistre dans la zone de la mission, hors de la zone de la mission mais dans le théâtre d'opérations et hors de la zone de la mission et du théâtre d'opérations, ainsi qu'un deuxième centre de communications actif et un centre de continuité des opérations et de reprise après sinistre informatiques, et d'en justifier la nécessité.

79. Le rapport du Secrétaire général contient deux séries de propositions, qui concernent :

a) La mise en place d'un cadre opérationnel mondial d'appui à l'infrastructure informatique et télématique pour assurer la continuité des opérations informatiques et des communications et la reprise après sinistre pour l'ensemble de l'Organisation, y compris les opérations de maintien de la paix, grâce à l'installation d'un centre de données principal à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi, et d'un centre secondaire qu'il est proposé de créer à Valence (Espagne);

b) Le transfert des centres de données du Siège de l'Organisation des Nations Unies, qui sont actuellement hébergés dans le bâtiment du Secrétariat et dans le bâtiment DC-2, dans un bâtiment qui sera construit sur la pelouse Nord du complexe du Siège et, pendant la phase de transition du plan-cadre d'équipement, dans des locaux situés à Long Island City.

80. Comme il est mentionné au paragraphe 4 du présent rapport, le Comité consultatif a initialement examiné le rapport du Secrétaire général au cours de la partie principale de la soixante-deuxième session de l'Assemblée générale, en novembre 2007, et a publié son rapport sur la question le 21 décembre 2007 (A/62/7/Add.31). Comme indiqué plus haut, ce rapport n'a pas encore été examiné par l'Assemblée. Dans ce rapport, le Comité recommandait que le Secrétaire général soit autorisé à commencer d'exécuter le projet de construction sur la pelouse Nord [A/62/7/Add.31, par. 34 a)] et soit prié de poursuivre ses discussions avec l'UNICEF, le PNUD, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies en vue de conclure un accord de coopération visant à mettre sur pied une opération commune pluri-institutions dans le bâtiment de Long Island City, et de présenter un rapport sur

l'état d'avancement de ces discussions à la reprise de la soixante-deuxième session de l'Assemblée [A/62/7/Add.31, par. 34 b)]. Le Comité précisait par ailleurs qu'il reviendrait sur les propositions du Secrétaire général concernant le cadre opérationnel mondial et les ressources nécessaires aux centres de données de la Base de soutien logistique et du site secondaire qu'il est proposé d'installer à Valence (site B) lorsqu'il examinerait le rapport détaillé sur la mise en service du progiciel de gestion intégré (A/62/7/Add.31, par. 33).

81. Le Comité consultatif a reçu les renseignements actualisés suivants (voir annexes X et XI) concernant les crédits nécessaires et les mesures que l'Assemblée générale est appelée à prendre au sujet de la section III du rapport du Secrétaire général (A/62/477) :

a) Une mise à jour du tableau 5 du rapport du Secrétaire général (A/62/477), récapitulant les crédits nécessaires par site, compte tenu des modifications relatives aux périodes de financement et des ressources à prévoir du fait du retard de la mise en œuvre du projet (voir annexe X);

b) Une révision des paragraphes 119 à 123 du rapport du Secrétaire général, décrivant les mesures qui devront être prises par l'Assemblée générale (voir annexe XI).

Le Comité consultatif souligne que, compte tenu des derniers renseignements qui lui ont été communiqués (voir par. 83 ci-après), les états actualisés concernant le site de Long Island City ne sont plus valides.

82. Pendant qu'il mettait la dernière main à son rapport, le Comité consultatif a pris note de la publication du rapport du Secrétaire général sur les prévisions révisées relatives au budget-programme de l'exercice biennal 2008-2009 au titre des chapitres 3, 17, 18, 20, 21, 27, 28C, 28D, 28E, 28F, 28G, 33 et 35 concernant la continuité des opérations (A/63/359).

A. Site de Long Island City

83. Alors qu'il était sur le point d'achever son examen des propositions du Secrétaire général, le Comité consultatif a appris, comme suite à sa demande, que la proposition relative au site de Long Island City était abandonnée. Le Comité déplore que le Secrétariat, qui savait parfaitement que le Comité était en train d'examiner les rapports relatifs aux opérations informatiques, ne l'ait pas informé plus tôt de cet élément nouveau. Du fait de ce changement, l'Assemblée générale n'a plus à se prononcer sur les crédits demandés pour le centre de données de Long Island City, d'un montant de 33 942 000 dollars, soit 20 917 600 dollars au titre des frais de construction et de location et 13 024 400 dollars au titre du matériel (voir annexe X). Le Comité recommande à l'Assemblée de prier le Secrétaire général de lui présenter une nouvelle proposition portant sur un centre de données secondaire pour le Siège de l'ONU à New York, en exposant de façon détaillée les raisons du changement et en indiquant les frais déjà engagés au titre du site de Long Island City.

B. Site B

84. En ce qui concerne la première série de propositions relative au cadre opérationnel mondial d'appui à l'infrastructure informatique et télématique, le Comité consultatif note dans le rapport du Secrétaire général qu'il n'existe pas de démarche commune à l'échelle de l'Organisation concernant la continuité des opérations et la reprise après sinistre (A/62/477, par. 7). Chaque lieu d'affectation établit des normes et une infrastructure qui lui sont propres, et peu nombreux sont ceux qui ont pris des dispositions pour assurer la continuité des opérations et la reprise après sinistre, ce qui fait courir des risques considérables à l'Organisation. **De l'avis du Comité, cette situation fait clairement apparaître qu'il convient d'établir une autorité centrale, relevant du Directeur général de l'informatique, qui serait chargée de fixer des normes communes, de définir une stratégie à l'échelle de l'Organisation, d'optimiser l'utilisation des ressources et d'améliorer les services informatiques.**

85. Dans son rapport, le Secrétaire général met l'accent sur la nécessité d'établir un deuxième centre de communications actif qui viendrait en appoint de celui de la Base de soutien logistique (A/62/477, par. 51 à 54). Il est, selon lui, indispensable d'établir un deuxième site actif doté de toutes les capacités voulues de façon à garantir la continuité et l'intégrité des opérations essentielles du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions en cas de catastrophe et de fournir des services audio, vidéo et télématiques ininterrompus en cas de panne de courte durée. Le Comité consultatif note également que, comme le fait observer le Bureau des services de contrôle interne dans son rapport sur l'audit de gestion du Département des opérations de maintien de la paix (voir A/60/717), il n'existe pas de centre auxiliaire capable de prendre le relais du pôle de communications et des applications centralisées (y compris Galileo et Mercury) qui sont hébergés par la Base. Le site B proposé servira donc avant tout de centre de communications de secours en cas de panne majeure à la Base, et permettra d'éviter des conséquences catastrophiques pour les opérations mondiales de toutes les missions sur le terrain. Le Comité note que les deux sites seraient pleinement opérationnels en permanence afin d'assurer une transition sans heurt en cas de panne et, simultanément, de faciliter le trafic et la répartition du travail informatique pendant le déroulement normal des opérations, et d'améliorer ainsi leur performance. Chaque site aurait une capacité suffisante pour absorber la totalité du trafic dans l'éventualité d'une catastrophe sur l'autre site.

86. Le Secrétaire général a indiqué que les applications partagées de l'Organisation, comme le progiciel de gestion intégré, le progiciel de gestion de la relation clients et le progiciel de gestion des contenus, seraient également hébergées à la Base de soutien logistique et au site B (A/62/477, par. 5). Bien que l'appui aux opérations de maintien de la paix soit la vocation première de la Base et du site B, les installations informatiques et télématiques serviront de centre nerveux à l'ensemble de l'Organisation et fourniront des services de continuité des opérations et de reprise après sinistre au Siège, aux bureaux hors Siège et aux missions sur le terrain.

87. Comme suite à sa demande, le Comité consultatif a été informé que le Gouvernement espagnol avait offert de construire, sans frais pour l'Organisation, plusieurs bâtiments sur un terrain d'environ 3 750 mètres carrés, qui serait réservé à l'usage exclusif de l'ONU, dont un centre de données, un immeuble de bureaux et

des relais satellite. Le Comité a aussi été informé que l'Organisation conclurait un accord avec le pays hôte, assorti d'un accord de coopération administrative, et que le pays hôte continuerait de fournir un appui conformément aux termes de l'accord tant que celui-ci serait en vigueur. En outre, le pays hôte offrirait un appui à la maintenance des systèmes et mettrait en place le même dispositif de sécurité que celui accordé aux missions diplomatiques. Tous les bâtiments seraient conformes aux recommandations du Département de la sécurité et de la sûreté. **À cet égard, le Comité engage le Secrétaire général à s'efforcer de conclure un arrangement à longue échéance et compte que le pays hôte fournira durablement son appui.**

88. Le Comité consultatif a été informé que le coût total du projet d'établissement d'un centre de communications secondaire actif, d'une durée de trois ans, ne devrait pas dépasser les prévisions. Par ailleurs, étant donné que les bâtiments et les installations qui doivent être fournis par le Gouvernement espagnol seront neufs et garantis contre tout défaut structurel, les coûts de maintenance seraient minimes. Le Comité note que le Secrétaire général a choisi le site de Valence parmi les trois propositions arrivées en tête en raison d'avantages techniques qui tiennent à l'emplacement du site et au climat, qui restent des facteurs pertinents (voir annexe XII). Le Comité se félicite de l'offre généreuse du Gouvernement espagnol (voir aussi A/62/7/Add.31, par. 33).

89. **Le Comité consultatif est conscient des risques que court l'Organisation du fait qu'elle est tributaire du seul centre de communications de la Base de soutien logistique, et sait aussi qu'elle a besoin de disposer d'installations de stockage de données supplémentaires. Il estime qu'il convient de mettre en place une infrastructure et des installations informatiques et télématiques permettant d'assurer efficacement la continuité des opérations et la reprise après sinistre afin que le Secrétariat soit à même de réagir aux situations d'urgence avec efficacité et de protéger ses moyens de communication. Il recommande que la proposition figurant au paragraphe 122 a) actualisé du rapport du Secrétaire général (A/62/477), selon laquelle un centre de communications actif secondaire serait installé à Valence, soit approuvée (voir annexe XI).**

Estimation globale

90. Le Secrétaire général indique que l'installation complète du site B prendra trois ans (A/62/477, par. 80). Le Comité consultatif a été informé que le projet devrait être achevé d'ici au 31 décembre 2011, sous réserve que l'Assemblée générale l'approuve à sa soixante-troisième session. On trouvera dans le tableau 6 le montant total révisé des ressources nécessaires à la mise en œuvre du projet de la reprise après sinistre et de la continuité des opérations à la Base de soutien logistique et au site B, pour la période de trois ans, au titre du budget ordinaire et du budget d'appui aux opérations de maintien de la paix.

Tableau 6
**Montant estimatif total des ressources nécessaires
pour la Base de soutien logistique et le site B**

<i>Budget ordinaire</i>		
	2008-2009 ^a	5 030 400
	2010-2011	6 219 000
Total partiel	2008-2011	11 249 400
<i>Budget d'appui aux opérations de maintien de la paix</i>		
	1 ^{er} juillet 2008-30 juin 2009 ^a	149 400
	1 ^{er} juillet 2009-30 juin 2010	2 108 000
	1 ^{er} juillet 2010-30 juin 2011	4 759 400
	1 ^{er} juillet 2011-30 juin 2012	2 800 700
Total partiel	1^{er} juillet 2008-30 juin 2012	9 817 500
Total		21 066 900

^a Sous réserve que l'Assemblée générale l'approuve à sa soixante-troisième session, le projet devrait être achevé d'ici au 31 décembre 2011.

91. Comme indiqué dans le rapport du Secrétaire général (A/62/477, par. 74), le montant total à imputer sur le budget ordinaire, soit 11 249 400 dollars, couvre le matériel, le logiciel et les services nécessaires pour assurer la réplique et mettre en place les moyens de reprise après sinistre à la Base de soutien logistique et au site B pour le Secrétariat et les bureaux extérieurs. Ce montant comprend également un crédit annuel renouvelable de 2 338 500 dollars demandé au titre de la mise en place de l'infrastructure de communications et des liens entre les bureaux extérieurs et le site B, ainsi qu'au titre des frais de maintenance du matériel. Le montant à imputer sur le budget d'appui aux opérations de maintien de la paix, soit 9 817 500 dollars, correspond aux ressources nécessaires pour créer le site B et comprend les dépenses de personnel et les autres dépenses. Le Comité consultatif a été informé que ce montant comprend un montant estimatif de 155 000 dollars destiné à l'entretien des bâtiments et des terrains pendant la période de trois ans. Le rapport du Secrétaire général contient un tableau récapitulatif des coûts par objet de dépense (A/62/477, tableau 1).

92. Le rapport du Secrétaire général contient des informations détaillées sur les postes nécessaires pour la période de trois ans au cours de laquelle le site B doit être créé (A/62/477, par. 80 et tableau 2). Le Secrétaire général indique que deux postes [1 P-5 et 1 poste d'agent des services généraux (Autres classes)], financés au moyen du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix, seront nécessaires la première année (voir par. 94 ci-après) et que des postes supplémentaires seront nécessaires les deuxième et troisième années pour assurer la gestion et l'appui opérationnel pendant l'installation du site en tant que centre informatique et télématique mondial. Comme indiqué dans le rapport (voir A/62/477, tableau 2), l'effectif total qu'il est proposé de financer au moyen du compte d'appui passerait de 2 postes la première année à 11 postes la deuxième année et à 22 postes la

troisième année. Le Secrétaire général indique que ces postes seraient inscrits dans les projets de budget du compte d'appui pour les exercices à venir.

Ressources nécessaires

93. Les postes suivants sont demandés pour gérer et exploiter le cadre opérationnel mondial :

a) Deux postes de spécialiste principal de la continuité des opérations-reprise après sinistre (P-5), possédant les compétences spécialisées nécessaires pour appliquer et gérer la stratégie de continuité des opérations et de reprise après sinistre et fournir des services bénéficiant à l'ensemble du Secrétariat de l'ONU, au chapitre 28D du budget ordinaire (A/62/477, par. 79);

b) Un poste P-5, à financer au moyen du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix, dont le titulaire sera responsable de l'établissement et de la réception du site B, notamment de la planification, de l'exécution, du contrôle et de l'évaluation de toutes les activités du projet.

94. Le Comité consultatif a été informé que le poste d'agent des services généraux, qui devait être financé au moyen du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix et dont le titulaire devait fournir un appui administratif au projet au site B (A/62/477, par. 80; voir par. 92 ci-dessus), n'est plus demandé. **Le Comité recommande que les propositions du Secrétaire général exposées au paragraphe 93 du présent rapport soient approuvées.**

95. Le Comité consultatif note que, pour l'exercice se terminant le 30 juin 2009, le poste P-5 destiné au site B sera financé au moyen des ressources approuvées pour cet exercice au titre de la Base de soutien logistique. Il sera inscrit comme poste supplémentaire dans le projet de budget du compte d'appui pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010.

96. **En ce qui concerne les propositions du Secrétaire général relatives à l'établissement d'un site secondaire, le Comité consultatif recommande que le Secrétaire général soit autorisé à commencer d'exécuter le projet d'installation du site B. En conséquence, il recommande à l'Assemblée générale :**

a) **D'approuver l'imputation au budget ordinaire de l'exercice biennal 2008-2009 du crédit additionnel demandé, soit 5 030 400 dollars, dont un montant de 5 009 200 dollars au chapitre 28D (Bureau des services centraux d'appui) et un montant de 21 200 dollars au chapitre 35 (Contributions du personnel), ce dernier montant étant compensé par un montant équivalent au chapitre 1 des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel);**

b) **De prendre note du fait que le Secrétaire général se propose de couvrir le montant estimatif de 149 400 dollars, se rapportant à la création d'un centre de communications secondaire actif à Valence (site B) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009, à l'aide des ressources approuvées au titre de cet exercice pour la Base de soutien logistique à Brindisi.**

**V. Mises à jour du rapport du Secrétaire général
sur les technologies de l'information
et des communications : mise en place
au Secrétariat de systèmes informatiques
et télématiques intégrés à l'échelle mondiale**

**Mises à jour du paragraphe 109 relatif aux décisions
que l'Assemblée générale est invitée à prendre**

97. À sa demande, le Comité consultatif a reçu le texte actualisé (voir annexe VIII) de certains alinéas du paragraphe 109 du rapport du Secrétaire général (A/62/510/Rev.1) énonçant les décisions que l'Assemblée générale est invitée à prendre compte tenu des prévisions de dépenses révisées pour le projet PGI pour l'exercice biennal 2008-2009 (voir plus haut, par. 64).

98. Dans le texte actualisé, les alinéas a) et d) du paragraphe 109 du rapport du Secrétaire général demeureront inchangés. Les alinéas suivants seraient modifiés (voir annexe VIII).

**VI. Mises à jour du rapport du Secrétaire général
sur la sécurité et la continuité des opérations
informatiques et télématiques et la reprise
après sinistre**

A. Mise à jour du tableau 5

99. À sa demande, le Comité consultatif a reçu des informations à jour sur la section III du rapport du Secrétaire général sur la sécurité et la continuité des opérations informatiques et télématiques et la reprise après sinistre (A/62/477) contenant un état récapitulatif des prévisions de dépenses et un exposé des décisions que l'Assemblée générale est invitée à prendre (voir plus haut, par. 81). Les informations comprenaient une version actualisée du tableau 5 du rapport récapitulant les prévisions de dépenses par site, faisant apparaître les ajustements apportés aux exercices et aux ressources nécessaires en raison des retards intervenus dans l'exécution du projet (voir annexe X).

100. Les prévisions de dépenses d'un montant de 11 249 400 dollars au titre du budget ordinaire pour le site B proposé, qui se répartissent comme suit, par chapitre du budget, ont également été communiquées.

Tableau 7
Prévisions de dépenses pour le site B proposé

<i>Chapitre du budget</i>	<i>Budget ordinaire</i>	
	<i>Prévisions de dépenses pour 2008-2009</i>	<i>Prévisions de dépenses pour 2010-2011</i>
Chapitre 28D (Bureau des services centraux d'appui)	5 009 200	6 176 400
Chapitre 35 (Contributions du personnel)	21 200	42 600
Total	5 030 400	6 219 000

**B. Mises à jour des paragraphes 119 à 123
concernant les décisions que l'Assemblée générale
est invitée à prendre**

101. Les Comité consultatif a également reçu des mises à jour des paragraphes 119 à 123 du rapport du Secrétaire général concernant les décisions que l'Assemblée générale est invitée à prendre (voir annexe XI).

Annexe I

**Personnel des services informatiques employé
par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies^a
(septembre 2008)**

<i>Départements et autres entités</i>	<i>D</i>	<i>P</i>	<i>FS/L</i>	<i>GS</i>	Total, personnel recruté sur le plan international	<i>Agents locaux</i>	<i>VNU</i>	<i>CIC</i>	<i>Agents contractuels</i>	Total
Département de la gestion										191
Division de l'informatique	5	74		71	150					150
Division des achats		2		2						4
Bureau de la gestion des ressources humaines		8		4	12					12
Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité	1	14		10	25					25
Département de l'appui aux missions et missions										2 753
Division des technologies de l'information et des communications : Siège	2	28		16	46				79	125
Département de l'appui aux missions : missions ^b	2	63	556	20	641	887	107	79	899	2 613
Département de l'appui aux missions : autres services	0	9	0	6	15					15
Autres départements et bureaux										15
Département des affaires économiques et sociales ^c		5		1	6					6
Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences		8		22	30					30
Département des affaires politiques		4		3	7				3	10
Département de l'information		2		5	7					7
Bureau de la coordination des affaires humanitaires		6		13	19	11				30
Commissariat aux droits de l'homme		8		16	24				1	25
Bureau des affaires de désarmement				1	2					2
Commissions régionales										184
Commission économique pour l'Europe		5		3	8				1	9
Commission économique pour l'Afrique		15	2	28	45	3			49	97
Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes		5		17	22				8	30
Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique		5		14	19				6	25
Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale		2		6	8	6			9	23
Tribunal pénal international pour le Rwanda		7	24	27	58				10	68

<i>Départements et autres entités</i>	<i>D</i>	<i>P</i>	<i>FS/L</i>	<i>GS</i>	Total, personnel recruté sur le plan international	<i>Agents locaux</i>	<i>VNU</i>	<i>CIC</i>	<i>Agents contractuels</i>	Total
Office des Nations Unies à Genève		33		55	88				14	102
Office des Nations Unies à Nairobi		12		38	50	1				51
Total	10	316	582	378	1 286	908	107	79	1 079	3 459

Abréviations : D : directeur; FS : service mobile; GS : catégorie des agents des services généraux; CIC : Centre international de calcul; L : agents engagés au titre de projets; P : catégorie des administrateurs; VNU : Volontaires des Nations Unies.

^a Les départements et autres entités ci-après n'ont pas communiqué d'informations concernant les effectifs de leurs services informatiques : Département des opérations de maintien de la paix, Département de la sûreté et de la sécurité, Bureau des services de contrôle interne, Bureau des affaires juridiques, Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, Office des Nations Unies à Vienne et Office des Nations Unies contre la drogue et le crime. Données recueillies auprès des départements, bureaux et missions de l'Organisation des Nations Unies dans le cadre d'une enquête sur les activités en matière de technologie de l'information et des communications réalisée en août et septembre 2008.

^b Département de l'appui aux missions : Les missions ne comprenaient pas les suivantes : Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL), Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC), Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale, Opération hybride Union africaine/Organisation des Nations Unies au Darfour (MINUAD), Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine (BONUCA) et Bureau intégré des Nations Unies en Sierra Leone (BINUSIL).

^c Certains services seulement.

Annexe II

Activités devant être transférées de la Division des technologies de l'information et des communications du Département de l'appui aux missions au Bureau des technologies de l'information et des communications

<i>Nom</i>	<i>Description</i>
Gestion des compétences	Nouveau système permettant de mieux gérer l'ensemble des formalités de recrutement et la planification des effectifs pour les départements et missions (phase de planification/conception en cours)
Portail d'information intégré	Nouvelle source définitive centralisée permettant d'avoir un libre accès sécurisé à des informations, données, connaissances et applications intégrées (procédure d'achat lancée)
Système de vérification de l'identité des utilisateurs	Nouvelle base de données centrale permettant de gérer efficacement et en toute sécurité les données relatives à l'identité des utilisateurs, simplifiant l'administration de l'accès des utilisateurs aux ressources informatiques en appliquant des règles d'authentification et en octroyant des droits d'accès facile à gérer. Une fois en place, le système de vérification de l'identité des utilisateurs permettra aux utilisateurs d'avoir accès à de multiples ressources informatiques grâce à un identifiant unique. Le système permettra de mettre en place plusieurs autres systèmes de vérification analogues. (Les logiciels disponibles sur le marché ont été choisis et achetés. Mise en place progressive du système commencée)
Système de gestion des rations	Nouveau système automatisé de gestion et de suivi des rations et opérations connexes dans les missions (en cours d'achat)
Système de gestion du carburant	Nouveau système permettant d'automatiser la gestion et le suivi de la consommation de carburant dans les missions. Le système permettra de réduire les gaspillages et les pertes, de vérifier les prestations des fournisseurs et le respect des contrats et d'améliorer les procédures de négociation en vue de la conclusion de nouveaux contrats (en cours d'achat)
Galaxy	Galaxy (système de sélection électronique) est le système actuellement utilisé pour le recrutement du personnel. À l'appui du système Galaxy, il est prévu d'apporter des améliorations en matière de maintenance et des améliorations fonctionnelles (opérationnelles).

Annexe III

Outils, applications et systèmes gérés par la Division des technologies de l'information et des communication du Département de l'appui aux missions

<i>Nom</i>	<i>Description</i>
Système de suivi des recommandations d'audit	Facilite le suivi des recommandations d'audit concernant le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions et la suite donnée à ces recommandations
Base de données relatives à la sécurité aérienne	Appuie la création de rapports normalisés utilisés par les spécialistes de la sécurité aérienne affectés aux missions
Répertoire téléphonique du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions	Répertoire téléphonique autonome en ligne du personnel de maintien de la paix dans le monde entier qui permet aux utilisateurs de chercher des informations en fonction du lieu où se trouvent les utilisateurs, c'est-à-dire le nom correct du pays et les codes des lignes directes et leur donner la possibilité de procéder à des recherches inversées, notamment par Google, telle que « Easy Search » et de recherche par nomenclature
Base de données sur les commissions d'enquête	Base de données consultable sur la documentation et les conclusions des commissions d'enquêtes. Fournit également des informations statistiques sur les commissions d'enquête à l'échelle mondiale et leur statut
Site Web de la Quatrième Commission	Sert de base de données complète des documents et projets de document de la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission); donne un accès, à l'échelle mondiale, aux membres de la Quatrième Commission pour lesquels il constitue une source de références
Site Web du Comité spécial des opérations de maintien de la paix	Fournit aux représentants autorisés les informations pour les aider à planifier et à appuyer les activités du Comité et produire des rapports officiels. Comprend une base de données relatives aux documents d'information et d'orientation. Accessible aux membres du Comité spécial des opérations de maintien de la paix, grâce à un identifiant sécurisé
Base de données et établissement de rapports sur le matériel appartenant aux contingents	Fournit au Groupe du matériel appartenant aux contingents une base de données et un recueil de données de rapports à l'appui de l'analyse de résultats actuels et passés obtenus par les pays qui fournissent des contingents en ce qui concerne le respect de leurs obligations définies dans les mémorandums d'accord

<i>Nom</i>	<i>Description</i>
Réseaux de praticiens : meilleures pratiques, déontologie et discipline, respect de la légalité, affaires civiles, sexospécificités, gestion des avoirs, gestion des risques, planification, et gestion des carburants	Système de collaboration à l'intention des experts affectés aux diverses missions du Département des opérations de maintien de la paix ainsi qu'aux partenaires de maintien de la paix. Les réseaux de praticiens offrent des forums électroniques où les membres peuvent se poser des questions, échanger des informations, constituer une bibliothèque commune de documents utiles et trouver des homologues et des experts dans d'autres missions.
Base de données relatives au matériel appartenant aux contingents	Facilite la gestion et la vérification du matériel appartenant aux contingents afin de permettre aux pays qui fournissent des contingents d'assurer un soutien logistique autonome
CyberArk	Permet de gérer le stockage et la transmission d'informations confidentielles grâce à des technologies hautement sécurisées
Base de données relatives aux marchés du Département de l'appui aux missions	Base de données de référence relatives aux marchés aux fins de l'administration des marchés dans les missions
Base de données relatives à des documents directifs	Base de données centrale contenant des informations sur les opérations de maintien de la paix ainsi que la doctrine (politiques, procédures et directives). Le site permet également de procéder à un échange dynamique d'informations entre le Secrétariat de l'ONU et les missions.
Département des opérations de maintien de la paix : bibliothèque de référence de maintien de la paix	Bibliothèque de référence sur les consignes générales, les manuels, etc.
Système intégré d'enquête	Systèmes en ligne permettant de concevoir, organiser et de gérer des enquêtes ainsi que d'en analyser les résultats. Les utilisateurs comprennent 34 administrateurs et plus de 10 000 personnes ayant été interrogées.
ESTARS SMART et base de données relatives aux rapports de situation	Appuie la transmission en toute sécurité des rapports de situation et autres communications confidentielles entre le Siège et les missions
ESTARS suite	Appuie la planification et la gestion collective des activités à l'intention du Bureau du Secrétaire général adjoint
Base de données relatives aux contacts extérieurs	Base de données centralisée en ligne du Bureau du Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix utilisée pour gérer les contacts avec les médias et autres sources d'information et possibilité de suivre les demandes d'information adressées au Bureau du Secrétaire général adjoint.
Gestion du parc automobile	Le système comporte une fonction permettant de gérer le parc automobile de façon efficace.

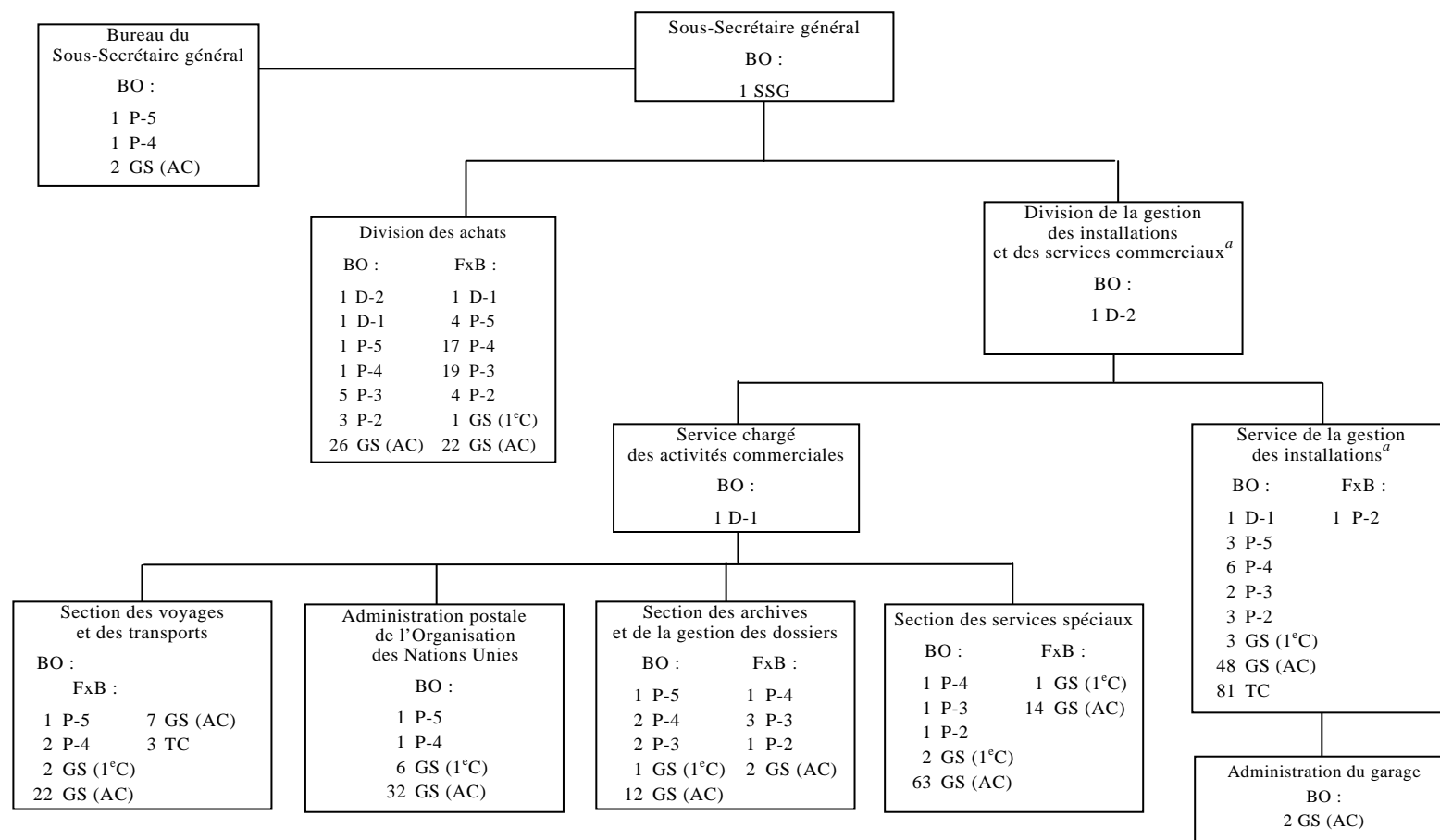
<i>Nom</i>	<i>Description</i>
Mécanisme de contrôle des fonds	Mécanisme de contrôle financier en ligne utilisé par les fonctionnaires des finances du Siège et des missions, qui permet de regrouper en temps quasi réel des données financières provenant du Siège et de quatre systèmes financiers extérieurs pour faciliter et appuyer la planification financière et la prise de décision
Galileo	Système de gestion des stocks automatisé, géré centralement et accessible en ligne, qui facilite la gestion de la chaîne d'approvisionnement et le déploiement des stocks stratégiques en fournissant des inventaires précis pour les opérations extérieures du Département des opérations de maintien de la paix
Groove	Logiciel de collaboration commerciale offrant un ensemble d'outils permettant d'échanger des informations et de gérer les activités entre groupes et au sein de différents groupes. Stockage et transmission sécurisés et cryptés d'informations. Les groupes d'utilisateurs comprennent les ingénieurs des communications par satellite sur le terrain et les administrateurs de réseaux informatiques ainsi que les équipes préparatoires d'évaluation des missions.
Centre et pages de dépannage	Outil de dépannage pour le Centre d'assistance du Département de l'appui aux missions et du Département des opérations de maintien de la paix ainsi que de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) pour enregistrer et gérer les demandes de dépannage informatique
Base de données pour le suivi des activités des comités locaux des marchés et du Comité des marchés du Siège	Permet de suivre les activités des comités locaux des marchés et du Comité des marchés du Siège
Site Web de relations publiques de la Division de soutien logistique	Site Web public donnant des informations sur les principales activités de la Division de soutien logistique publiant les possibilités d'emploi, l'accent étant mis sur la réalisation de l'équilibre entre les effectifs des deux sexes
Système de gestion de la correspondance MARS	Permet de gérer le cycle de vie et la distribution des documents en ce qui concerne la correspondance et la documentation connexe du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions
Système de contrôle des présences MATRIX	Permet de contrôler les présences du personnel des deux départements. Utilisé dans plusieurs missions.
Mercury 2	Système en ligne qui permet d'automatiser le processus d'achat de biens et services pour les opérations extérieures des deux départements

<i>Nom</i>	<i>Description</i>
Système de suivi des fautes professionnelles	Système en ligne permettant de suivre les allégations et les cas de faute professionnelle dans les missions des deux départements et d'en rendre compte. Les informations sont partagées avec le Bureau des services de contrôle interne à l'appui des enquêtes sur le terrain.
Système électronique de comptabilisation des carburants dans les missions	Système en ligne comportant des fonctions à l'appui à la planification de la consommation et de l'inventaire de carburants dans les missions. En outre, permet de procéder à des analyses et d'établir des rapports, de gérer les marchés, de rapprocher les factures et d'établir des budgets.
Gestion de la durée des missions (feuille de route)	Mécanisme central de collecte de données pour les missions afin d'aider le Département de l'appui aux missions, le personnel affecté aux opérations logistiques et les spécialistes du Siège à coordonner et à suivre les activités des missions
Sites Web publics des missions : Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad (MINURCAT), Opération hybride Union africaine-Organisation des Nations Unies au Darfour (MINUAD), Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée (MINUEE), Mission des Nations Unies au Soudan (MINUS), Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste (MINUT), Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BANUGBIS), Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest (UNOWA)	Sites Web des missions utilisés pour connaître les objectifs et les activités d'une mission et communiquer des informations essentielles à ce sujet au public
Nucleus	Application en ligne pour le recrutement et la gestion des postes utilisés par la Division du personnel des missions du Département de l'appui aux missions pour compléter la fonction Galaxy à l'appui du recrutement du personnel des missions
Système d'information opérationnel	Fournit un ensemble de technologies intégrées pour structurer, réunir et publier des informations de façon sécurisée et efficace
Site Web public de la Section des meilleures pratiques de maintien de la paix	Outil de recherche accessible aux membres du public intéressés par les opérations de maintien de la paix. Il s'agit d'un instrument central au service de la communauté du

<i>Nom</i>	<i>Description</i>
	maintien de la paix permettant de trouver et de partager des informations à jour.
Système de gestion de logiciels	Système permettant de gérer, de suivre et de contrôler les logiciels destinés aux missions des deux départements, y compris la gestion et le contrôle des licences
Base de données relatives aux autorisations de voyage	Automatise et contrôle les demandes d'autorisation de voyage du personnel des deux départements
Système de gestion des vidéoconférences	Système en ligne utilisé pour réserver et gérer les demandes de services de vidéoconférence et coordonner les ressources en matière de vidéoconférences avec les missions
Système d'épreuves écrites	Outil en ligne, centralisé et accessible au public, qui permet de gérer les épreuves écrites utilisées pour le recrutement de nouveaux fonctionnaires des deux départements sièges et dans les missions

Annexe IV

Organigramme révisé du Bureau des services centraux d'appui du Département de la gestion



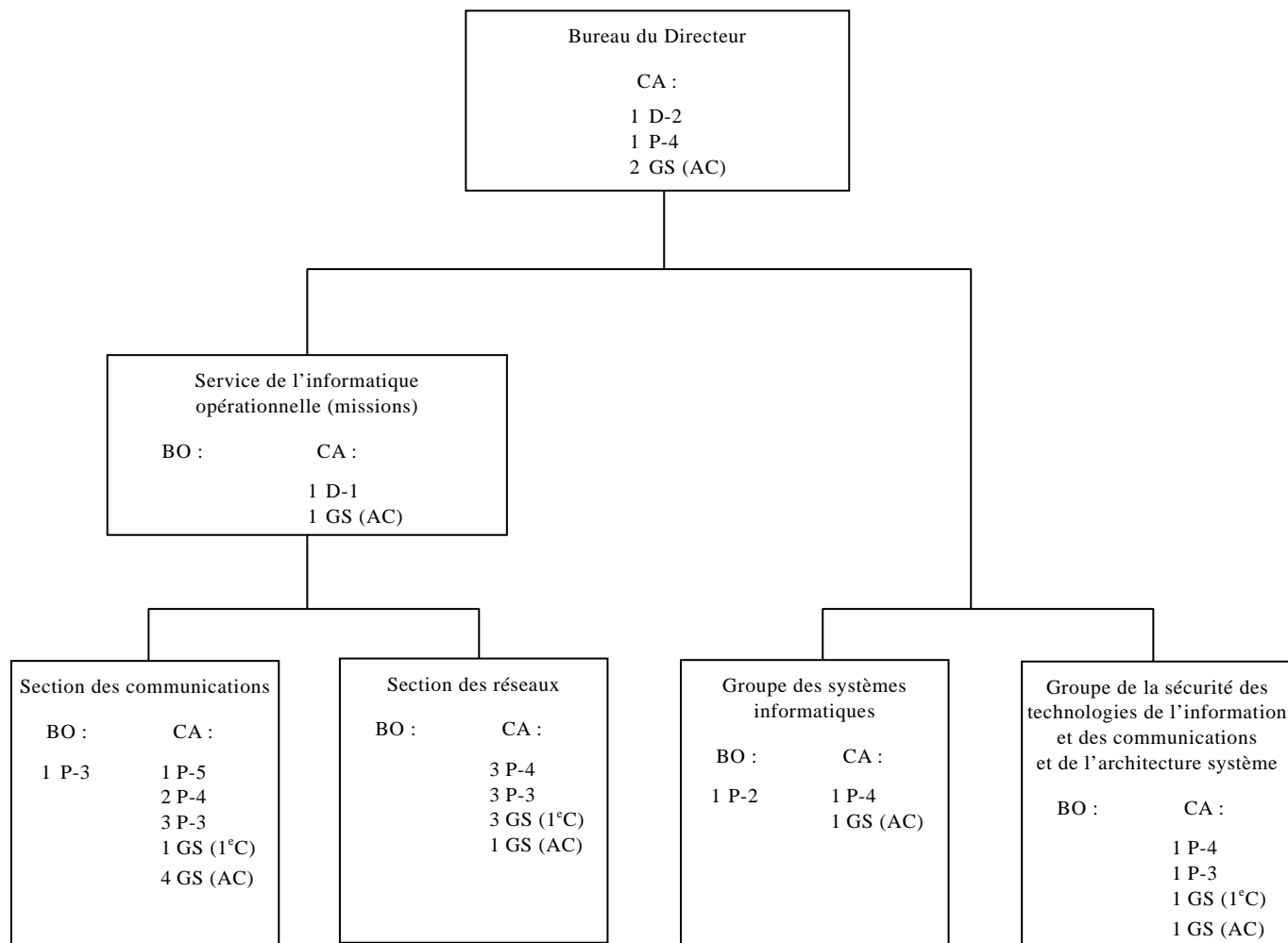
Abréviations : D = directeur; GS (1°C) = agent des services généraux (1^{re} classe); GS (AC) = agent des services généraux (Autres classes);
SSG = sous-secrétaire général; TC = agent des corps de métiers.

^a Le Directeur de la Division de la gestion des installations et des services commerciaux et le Chef du Service de la gestion des installations rendent compte au Directeur exécutif/Sous-Secrétaire général chargé du plan-cadre d'équipement pour les questions relatives aux services de gestion des installations et au Sous-Secrétaire général aux services centraux d'appui pour les questions relatives aux services des activités commerciales.

Annexe V

Organigramme révisé de la Division des technologies de l'information et des communications du Département de l'appui aux missions

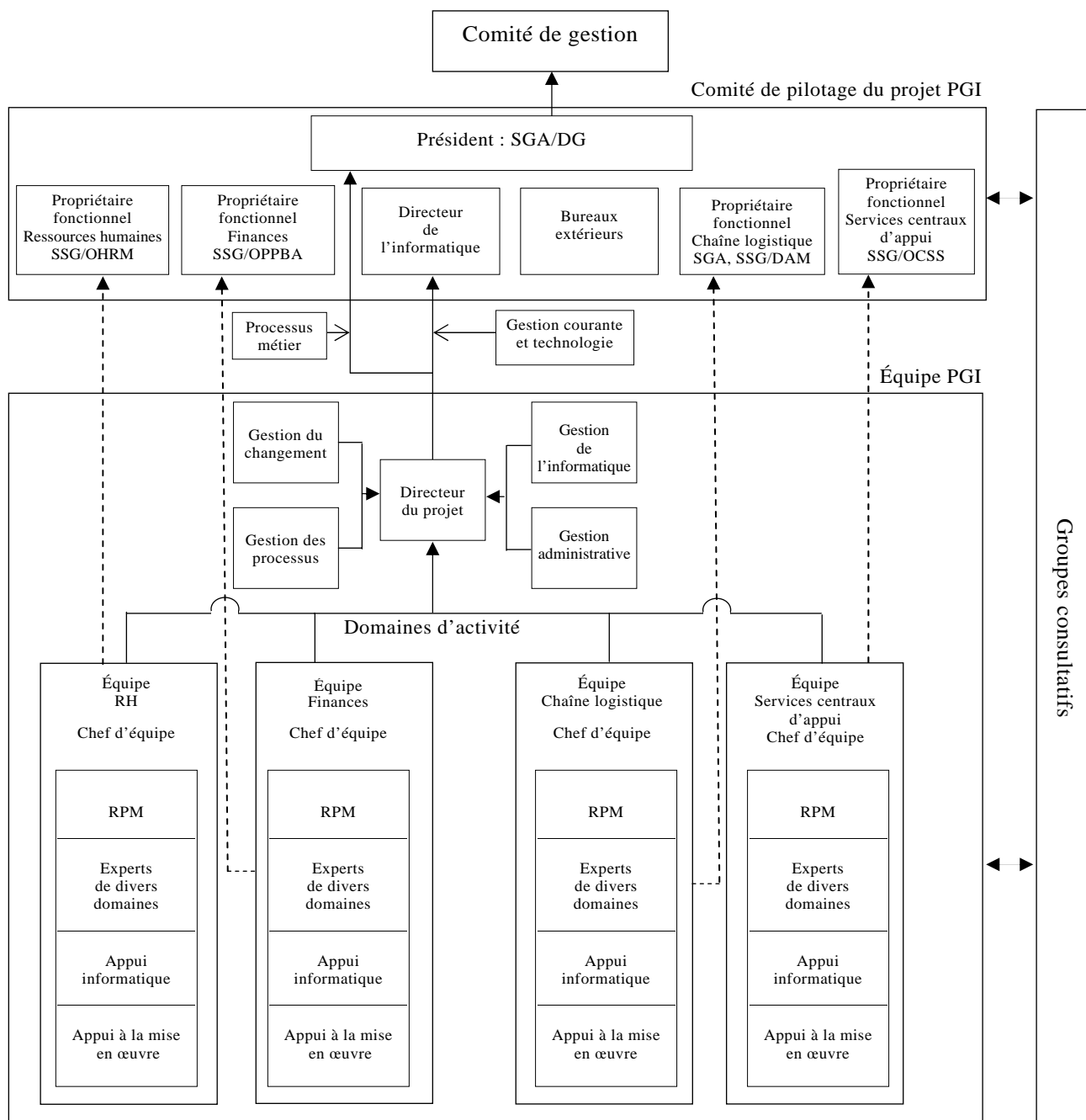
(à compter du 1^{er} janvier 2009)



Abréviations : BO = budget ordinaire; CA = compte d'appui aux opérations de maintien de la paix; D = directeur; P = administrateur; GS (1°C) = agent des services généraux (1^{re} classe); GS (AC) = agent des services généraux (Autres classes).

Annexe VI

Organigramme actualisé pour la direction du projet de progiciel de gestion intégré (PGI)^a



Abréviations : DAM : Département de l'appui aux missions; DG : Département de la gestion; OCSS : Bureau des services centraux d'appui; OHRM : Bureau de la gestion des ressources humaines; OPPBA : Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité; RH : Ressources humaines; RPM : reconfiguration des processus métier; SGA : Secrétaire général adjoint; SSG : Sous-Secrétaire général.

^a Voir A/62/510/Rev.1, fig. I.

Annexe VII

Organismes du système des Nations Unies ayant mis en œuvre des progiciels de gestion intégrés

<i>Organisme</i>	<i>Progiciel de gestion intégré</i>	<i>Début de la mise en œuvre</i>
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	Oracle/PeopleSoft	1999
Organisation internationale du Travail	Oracle/PeopleSoft	2001
Organisation maritime internationale	SAP	2003
Union internationale des télécommunications	SAP	1985
Programme des Nations Unies pour le développement	Oracle/PeopleSoft	2002
Fonds des Nations Unies pour la population	Oracle/PeopleSoft	2003
Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	Oracle/PeopleSoft	2002
Fonds des Nations Unies pour l'enfance	SAP	1997
Programme alimentaire mondial	SAP	1997
Organisation mondiale de la Santé	Oracle	2004
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle	Oracle/PeopleSoft	2002
Organisation météorologique mondiale	Oracle	2005
Organisation mondiale du commerce	Oracle	1998
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture	SAP	2000
Fonds monétaire international	PeopleSoft	1994

Annexe VIII

Texte actualisé du paragraphe 109 du document A/62/510/Rev.1

109. L'Assemblée générale est invitée à :

Budget ordinaire

e) Ouvrir un crédit de 6 427 100 dollars au chapitre 28A (Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion) et un crédit de 83 200 dollars au chapitre 35 (Contributions du personnel) devant être compensés par des montants correspondant au chapitre 1 des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel) pour l'exercice biennal 2008-2009;

f) Approuver l'utilisation des intérêts portés au crédit du Fonds créé pour le projet SIG à hauteur de 2 346 000 dollars pour financer le projet PGI;

g) Décider, pour assurer le financement des trois projets pour l'exercice biennal 2008-2009, de suspendre les dispositions des articles 3.2 d), 5.3 et 5.4 du Règlement financier s'agissant d'un montant brut de 4 164 300 dollars (montant net : 4 081 100 dollars), qui, sinon, devrait être restitué;

h) Prendre note du fait que le financement des sommes restant à couvrir à l'avenir, dont le montant brut estimatif s'élève à 43 110 300 dollars (montant net : 42 121 400 dollars) au titre des projets de PGI, de système de gestion de la relation clients et de logiciel intégré de gestion des contenus, sera envisagé dans le contexte du projet du budget-programme pour l'exercice biennal considéré;

Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix

i) Approuver un montant brut supplémentaire de 26 843 600 dollars (montant net : 26 565 500 dollars) à prélever sur le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour la période allant du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009 pour financer les projets de PGI, de logiciel intégré de gestion des contenus et de système de gestion de la relation clients, tels que décrits dans le présent rapport;

j) Décider de suspendre les dispositions de l'article 5.3 du Règlement financier s'agissant d'un montant brut de 26 843 600 dollars (montant net : 26 565 500 dollars), représentant une partie des crédits inutilisés au titre des opérations de maintien de la paix en cours, pour l'exercice clos le 30 juin 2008, qui, sinon, devrait être restitué;

k) Décider d'affecter un montant brut de 26 843 600 dollars (montant net : 26 565 500 dollars), à répartir entre les soldes inutilisés des crédits ouverts au titre des opérations de maintien de la paix en cours pour l'exercice clos le 30 juin 2008, pour financer les sommes supplémentaires à imputer au compte d'appui aux opérations de maintien de la paix au titre des projets de PGI, de système de gestion de la relation clients et de logiciel intégré de gestion des contenus;

l) Prendre note du fait que le financement des sommes restant à couvrir à l'avenir, dont le montant estimatif brut s'élève à 172 134 000 dollars (montant net : 167 980 700 dollars), sera pris en considération dans les futurs budgets du compte

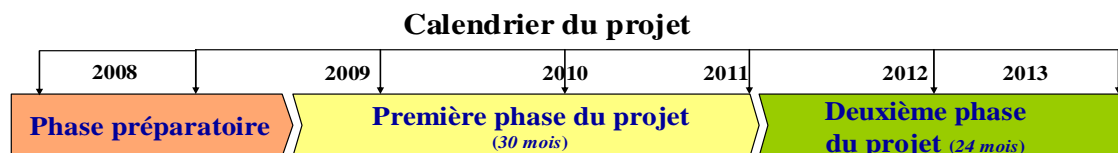
d'appui aux opérations de maintien de la paix pour les exercices allant jusqu'en 2012;

Ressources extrabudgétaires

m) Prendre note du fait que le coût total du projet PGI serait financé à l'aide de ressources extrabudgétaires, à hauteur d'un montant estimatif de 65 679 000 dollars, dont 9 854 900 dollars au titre de l'exercice biennal 2008-2009;

n) Autoriser le Secrétaire général à instituer un compte spécial pluriannuel pour la comptabilisation des recettes et dépenses afférentes à ce projet.

Annexe IX

Chronologie actualisée du projet de progiciel de gestion intégré^a

Adoption de la proposition par l'Assemblée générale

- ✓ Contrats (logiciel PGI et services d'intégration)
- ✓ Bureau de gestion du projet
- ✓ Architecture système
- ✓ Reconfiguration des processus métier à un niveau élevé

- ✓ Priorités urgentes : gestion des compétences^b; passation de marchés; libre accès à certains services limités
- ✓ Facilitation de l'application des normes comptables internationales pour le secteur public (normes IPSAS), notamment :
 - Principales opérations financières; allocations budgétaires et exécution du budget; planification des programmes; comptabilité des coûts; fonds d'affectation spéciale; dons
 - Présences et congés; tableau d'effectifs et postes; affectation et gestion du personnel ne figurant pas sur les états de paie produits par le Système intégré de gestion (SIG)
 - Éléments d'actif; installations; stocks; dépenses de personnel connexes; gestion des contrats

- ✓ Fonctionnalités restantes, notamment :

- Gestion stratégique; budgétisation; gestion axée sur les résultats; gestion des risques; mobilisation des ressources; gestion des projets
- Fonctionnalités restantes : ressources humaines, finances, chaîne logistique et service d'appui centraux
- Gestion des transports au niveau mondial

^a Voir A/62/510/Rev.1, fig. II.

^b La gestion des compétences commencera avant le début de la première phase.

Annexe X

Version actualisée du tableau 5 du document A/62/477

Tableau 5

État récapitulatif des prévisions de dépenses, par site

Site	Budget ordinaire			Budget de maintien de la paix						Total par site (9) = (3) + (8)
	2008-2009 Montant prévu avant réévaluation des coûts (1)	2010-2011 Montant prévu avant réévaluation des coûts (2)	2008-2011 Montant prévu avant réévaluation des coûts (3) = (1) + (2)	1 ^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009 (4)	1 ^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010 (5)	1 ^{er} juillet 2010 au 30 juin 2011 (6)	1 ^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012 (7)	1 ^{er} juillet 2008 au 30 juin 2012 (8) = (4) + (5) + (6) + (7)		
Site B proposé :										
Valence	5 030,4	6 219,0	11 249,4	149,4	2 108,0	4 759,4	2 800,7	9 817,5	21 066,9	
Long Island City :										
matériel	8 666,4	1 593,8	10 260,2	2 166,6	398,4	199,2	—	2 764,2	13 024,4	
Pelouse nord :										
matériel	5 716,4	1 094,9	6 811,3	1 429,1	273,7	136,9	—	1 839,7	8 651,0	
Long Island City :										
travaux d'aménagement et location	13 584,1	3 150,1	16 734,2	3 395,9	787,5	—	—	4 183,4	20 917,6	
Total	32 997,3	12 057,8	45 055,1	7 141,0	3 567,6	5 095,5	2 800,7	18 604,8	63 659,9	

Annexe XI

Version actualisée des paragraphes 119 à 123 du document A/62/477

Décisions que l'Assemblée générale est invitée à prendre : budget ordinaire

119. L'Assemblée générale est invitée à approuver l'inscription au budget-programme de l'exercice biennal 2008-2009 d'une dépense supplémentaire de 22 456 500 dollars au chapitre 28D (Bureau des services centraux d'appui), d'une autre de 10 434 000 dollars au chapitre 32 (Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien) et d'une troisième de 106 800 dollars au chapitre 35 (Contributions du personnel), laquelle sera compensée par l'inscription d'une recette d'un montant égal au chapitre 1 des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel).

120. L'Assemblée générale est invitée à noter qu'un crédit supplémentaire d'un montant de 12 057 800 dollars devrait être ouvert dans le cadre du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011.

121. L'Assemblée générale est également invitée à approuver la création de deux postes de la classe P-5 au chapitre 28D (Bureau des services centraux d'appui).

III. Décisions que l'Assemblée générale est invitée à prendre : budget de maintien de la paix

122. En ce qui concerne le deuxième centre de transmissions actif, l'Assemblée générale est invitée à :

- a) Approuver la proposition présentée par le Gouvernement espagnol tendant à accueillir un deuxième centre de transmissions actif à Valence (Espagne);
- b) Noter que les dépenses supplémentaires d'un montant estimatif de 149 400 dollars qui entraînerait l'installation d'un deuxième centre de transmissions actif à Valence (site B) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009 seraient financées à l'aide des ressources approuvées pour le même exercice au titre de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie).

123. En ce qui concerne la part des dépenses relative aux centres de données de Long Island City et de la pelouse nord imputable au budget de maintien de la paix, l'Assemblée générale est invitée à :

- a) Prendre note de la formule de partage des coûts entre le budget ordinaire et le budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix;
- b) De prendre note également des dépenses additionnelles prévues d'un montant de 6 991 600 dollars représentant la quote-part des frais de conception ou de location des centres de données de Long Island City et de la pelouse nord et d'inscrire au budget la quote-part correspondante de ces dépenses, conformément au mécanisme de financement du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix approuvé au paragraphe 3 de la résolution 50/221 B de l'Assemblée générale.

Annexe XII

Avantages techniques de l'emplacement de Valence (Espagne) comme site B

L'emplacement de Valence (Espagne) offre un certain nombre d'avantages techniques dus essentiellement à sa situation géographique et son climat. On en trouvera ci-après la liste, qui reste pertinente.

Absorption atmosphérique gazeuse : les endroits à faible angle de site présentent une absorption plus élevée en raison de la trajectoire effective plus longue au travers de l'atmosphère. À Valence, tous les angles de site sont supérieurs au seuil de 10 degrés recommandé par l'Organisation internationale des télécommunications par satellite (Intelsat) et ne sont pas affectés par ce phénomène. En Finlande, le satellite IS 907 d'Intelsat fonctionnant en bande C sera affecté en raison du faible angle de site de l'emplacement proposé, ce qui entraînerait un investissement et des frais d'exploitation plus élevés.

Dégradation du rapport gain à température de bruit : lorsqu'il pleut, l'antenne capte davantage de bruit, ce qui accroît le bruit de l'ensemble du système et affecte la qualité d'émission des antennes bande KU. Sur le site de Valence, les précipitations sont du même ordre qu'à la Base logistique de l'ONU de Brindisi (Italie); on ne prévoit donc aucun problème. En Finlande, les précipitations à l'emplacement proposé sont plus importantes, ce qui peut entraîner un affaiblissement du signal en cas de forte pluie.

Neige et glace : l'accumulation de neige et de glace sur l'antenne peut constituer un problème. La neige et la glace atténuent généralement le signal moins que la pluie, mais une forte chute de neige peut le faire disparaître. La neige et la glace ne constituent pas un problème à Valence. En Finlande, à l'emplacement proposé, les chutes de neige et la formation de glace sont importantes. Il faudrait des systèmes de dégivrage et des radomes (enceintes étanches utilisées pour protéger les antennes), ce qui augmenterait les frais d'exploitation et de maintenance.

Réfraction : la réfraction est importante lorsque l'antenne a un angle de site faible et il faut des antennes plus grosses et plus coûteuses pour surmonter le phénomène. À Valence, tous les répéteurs opérationnels dépassent le seuil recommandé par Intelsat. En Finlande, à l'emplacement proposé, les répéteurs 22, 38 et 86 du satellite IS 907 seront plus sensibles à ce phénomène. Il y faut des antennes à gain plus élevé, ce qui entraîne des coûts d'exploitation plus importants.

Perte due à l'étalement du faisceau : aux angles de site faibles, l'indice de réfraction de l'atmosphère terrestre a pour effet d'étaler le faisceau, ce qui entraîne des pertes de gain effectif. On ne prévoit pas de problème sérieux sur le site de Valence, car les angles de site y sont supérieurs au seuil. En Finlande, avec la mise en œuvre d'antennes plus grosses et des dispositifs connexes requis à l'emplacement proposé, ce problème peut être corrigé partiellement, mais non totalement.

Autres avantages

La majeure partie des télécommunications stratégiques du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions passe par trois satellites géosynchrones. L'emplacement retenu comme site actif

secondaire de télécommunications doit être (« clairement ») visible de tous les satellites actuellement loués par les deux Départements. La zone géographique où ces conditions sont réunies est déterminée par les données relatives aux zones couvertes et les recommandations concernant les angles de site fournies par Intelsat. L'emplacement de Valence est situé dans cette zone. Valence ne partage pas le même réseau électrique et de télécommunications que la Base de soutien logistique des Nations Unies de Brindisi, ce qui réduit considérablement les risques de pannes simultanées aux deux endroits.
